

**REPUBLIQUE DU CONGO**

PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DANS LES DEPARTEMENTS DE LA LIKOUALA, DU  
POOL ET DE LA SANGHA (PRODER 3)

DON NO. FIDA 8019-CG

Mission de supervision: 26 NOVEMBRE AU 07 DECEMBRE 2012

Rapport de supervision (ID: 2857-CG)

## **Table des matières**

A. Introduction.....	1
B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du projet.....	2
C. Produits et réalisations.....	4
D. Avancement de l'exécution du projet.....	11
E. Aspects fiduciaires.....	15
F. Durabilité.....	18

## **Appendices**

Appendice 1	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes
Appendice 2	Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus
Appendice 3	Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante
Appendice 4	Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
Appendice 5	Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
Appendice 6	Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits
Appendice 7	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

## A. Introduction<sup>1</sup>

1. Une mission conjointe du Bureau Pays du FIDA, du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, du Ministère du Plan, de l'Economie, des Finances, Budget, et du Portefeuille Public, s'est déroulée du 26 novembre au 07 décembre 2012, pour la deuxième mission de supervision de l'année 2012 du «Projet de Développement Rural dans les Départements du Pool, de la Sangha, et de la Likouala (PRODER 3)».
2. Le projet fait d'une part suite à un Accord de Don signé le 08 octobre 2008 par le Gouvernement de la République du Congo et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) pour un montant de 8.57millions USD, et d'autre part à un Accord de Prêt signé avec le Fonds de l'OPEP (OFID) pour un montant de 7 millions USD. La contribution de l'État congolais est estimée à 2. 07 millions USD. Le projet est entré en vigueur le 02 février 2009 pour une durée de 6 ans.
3. L'objectif de la mission était de mesurer la performance globale du projet, à travers: (i) le suivi des recommandations de la précédente mission de supervision du Programme Pays de mars 2012;(ii) l'examen des activités du projet et l'appréciation des progrès dans la mise en œuvre, (iii) l'appréciation de l'efficacité du partenariat notamment avec les services décentralisés, les opérateurs, les ONG, les organisations paysannes ainsi que les autorités locales et nationales, (iii) l'examen du système de suivi-évaluation du projet et de son efficacité pour mesurer les résultats en s'assurant que les indicateurs RIMS sont collectés et analysés, (iv) l'appréciation de la gestion administrative, financière et comptable des projets et l'état de mise en œuvre des recommandations de l'audit, (v) l'analyse des forces et des défis de mise en œuvre et l'identification des stratégies pour optimiser les résultats, et (vi) l'alimentation du PTBA 2012 par la prise en compte des recommandations pertinentes sorties de la présente supervision dans l'optique de maximiser rationnellement les décaissements.
4. La mission a rencontré à son démarrage, le Directeur du Cabinet du Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage et ses conseillers. Sur le terrain, elle a rencontré les autorités locales (Préfets, Présidents du Conseil Départemental), les services techniques (Agriculture, Travaux Publics, Construction, Elevage), le bureau du PNUD et son projet affilié PRESJAR, l'Institut de Développement Rural (IDR), le Centre de Recherche sur l'Amélioration Génétique des plantes (CERAG), la Concertation Nationale des Organisation Paysannes (CNOP), et enfin les Groupements d'Intérêt Economique et Communautaire (GIEC).
5. La visite des réalisations et investissements n'a pu se faire que dans les départements de la Sangha et du Pool. Le département de la Likouala, troisième zone d'intervention du projet, n'a pu être visité du fait de la suspension des liaisons aériennes vers cette localité, et l'impossibilité de la rallier par voie terrestre. L'analyse en ce qui concerne la Likouala s'est ainsi basée sur les rapports d'étapes du projet et des conversations téléphoniques avec les acteurs locaux. Une mission de suivi y est envisagée courant février 2013.
6. Le Fida remercie les autorités Congolaise, l'équipe du PRODER 3, les membres du Bureau de Liaison pour l'appui permanent au bon déroulement de la mission, les populations bénéficiaires, pour leur collaboration, leur disponibilité et pour l'accueil chaleureux qui a été réservé à la mission conjointe de supervision.

---

<sup>1</sup> La mission comprenait : Mr. B. Hien Chargé du Portefeuille Pays, FIDA ; Mr. R. Bouka Chargé d'appui au Programme Pays, FIDA ; Mr. Gaétan Nsoumbidi, Assistant de Programme, FIDA ; Mr A. Moudiongui Agronome ; Mr. Herve Zoungwana, zootechnicien ; Mr. J. Boka Etien, Spécialiste infrastructures rurales ; M. Alou Abdoukarim, Expert Financier ; Mr. César Hubert Nlandu, spécialiste en passation de marchés; La partie gouvernementale a été représentée par Mr. Balloula du MPEFB, M. A. Banga du MAE, et les membres de l'unité de coordination du Proder 3 et du Bureau de Liaison.

## **B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du projet**

7. Après un démarrage timide pendant les 2 premières années, le PRODER 3 se devait d'amorcer dans le déroulement de ses opérations, un régime de croisière en 2012. Le constat d'ensemble de la mission est que cette phase d'accélération et de passage d'échelle n'a pas été engagée. Plusieurs activités productives ou de diversifications telles que la culture de l'igname, du haricot, du maïs et de la banane, sont encore au stade de mise en place ou d'expérimentation. Il en est de même pour les activités d'élevage et pour la réhabilitation des pistes rurales dont les travaux ont enfin démarré courant novembre 2012. Les insuffisances de coordination et d'harmonisation entre les composantes, la faible maîtrise des itinéraires techniques et l'inexistence de plans d'opérations demeurent des défis et risques à relever dans le très court terme.
8. Des améliorations significatives ont été notées en ce qui concerne la gestion financière. En effet, conformément aux recommandations des missions précédentes et du dernier audit, le projet a reconstitué sa comptabilité des 3 dernières années, et est à même de générer désormais la situation des dépenses y compris sur le plan analytique. Le système permet maintenant d'obtenir les transactions financières par bailleur, les engagements à rattacher à chaque bailleur ainsi que l'utilisation des ressources mobilisées et en cours de mobilisation. Les informations de la comptabilité peuvent aussi être rapprochées aux décaissements effectués par le FIDA et l'Etat. Ce résultat qui est le fruit de la collaboration avec une RAF de projet FIDA à Madagascar, est un bon exemple de partage de connaissances et d'expériences.
9. Le niveau global de réalisation physique du projet est de 44%. Le niveau de réalisation du PTBA 2012 est de 32% contre 27% en 2011. La performance annuelle du projet en termes de réalisations physiques, a été affectée par les démissions successives enregistrées en fin 2011 et début 2012. La mise en place diligente du cadre de gouvernance unique tel que prescrit par le Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF) devrait solutionner le manque de ressources humaines au niveau du projet.
10. Après 4 années de mise en œuvre, le taux de décaissement global du projet qui était de 24% en février 2012, est passé à 31%, pour l'ensemble des financements, soit, 48% pour le FIDA, 0% pour OFID et 69% pour le Gouvernement. Ce faible taux est imputable au retard important dans la mise en place et la consommation des fonds OFID mais aussi de la mauvaise affectation des ressources du gouvernement qui sont thésaurisées au lieu d'être orientées vers le préfinancement et le cofinancement des activités. Toutefois, en prenant en compte d'une part les engagements en cours sur les infrastructures dont les travaux sur financement OFID viennent de démarrer (pistes et ouvrages de franchissement) et d'autre part le stock de dépenses fournisseurs à régler sur le financement FIDA, la mission note que le taux d'exécution globale du projet devrait s'améliorer significativement. La mission a aussi noté que les conditions pour le décaissement OFID ont toutes été réunies, et l'allocation initiale OFID d'un montant de 800 000 USD est en cours de décaissement.

L'analyse globale des composantes se décline comme suit:

### **Composante 1 : Appui à la relance de la production.**

11. La technique et le processus de multiplication des boutures saines de **manioc** semblent définitivement bien maîtrisés et appropriés par les producteurs. Il existe des leçons à tirer de l'expérience, et une activité de capitalisation est en préparation avec l'appui du Bureau Pays et le partenariat de l'Institut International d'Agriculture Tropicale d'Ibadan (IITA). L'engouement pour les nouvelles variétés de manioc est intact. Une forte tendance à l'ouverture de champs individuels à partir des parcs à bois communautaires est également observée.

12. Les conditions agro écologiques particulièrement favorables dans la Sangha ont induit un développement végétatif rapide et important du manioc avec pour effet bénéfique la réduction de deux mois, du délai de coupe des boutures. Ces conditions ont en revanche favorisé une humidité excessive du sol et occasionné, des pourritures de tubercules dans les champs de multiplication. Pour réduire les niveaux de pertes, les producteurs envisagent d'augmenter les écartements préconisés, ce qui aura pour effet de réduire la densité de semis qui est actuellement de 10000 boutures/ha. En l'absence de preuves scientifiques documentées et validées, le projet est encouragé à maintenir les directives techniques actuelles relatives à l'installation des parcs à bois.
13. La récolte des champs semenciers **d'igname** dans le Pool et la Likouala, a permis le lancement d'une seconde campagne de production de semences par de nouveaux GIEC dans le Pool et dans la Sangha. Les visites de champs ont mis en évidence le non-respect des densités de plantation. De façon générale, la mise en œuvre de l'activité de multiplication des variétés d'igname a souffert du manque de planification opérationnelle adéquat, du manque de suivi, et de la faible maîtrise des itinéraires techniques.
14. L'activité de diversification tant attendue par les producteurs est en phase de démarrage, suite à la récente mise à disposition des semences améliorées de **haricot, arachide** et **maïs** produites par le CRAL conformément à la convention signée avec le projet. La culture de la **banane**, également inscrite au titre de la diversification, est aussi en phase de démarrage avec la mise en place des germoirs, la formation des bénéficiaires et de l'encadrement technique.
15. La relance de **l'élevage** de petits ruminants a commencé avec l'identification des bénéficiaires, l'identification et la contractualisation d'un fournisseur de géniteurs d'ovins et la construction de parcs de quarantaine. Pour ce qui est de la volaille, les noyaux de géniteurs améliorés ont été distribués aux ménages bénéficiaires en Août 2012. La mission a pu constater l'activité de ponte, et apprécié les premières éclosions. Les perspectives telles que analysées par la mission, sont bonnes en matière d'aviculture traditionnelle améliorée.

## **Composante 2 : Renforcement des capacités.**

16. La dernière supervision avait relevé que les activités de formation des paysans peinaient à démarrer et aucun mécanisme pour la remontée des besoins n'avait été mis en place. Les activités de la composante s'étaient limitées au volet renforcement de capacités des directions départementales de l'Agriculture et de l'Elevage en matière de formation des agents et la réhabilitation des directions départementales. La présente mission note un taux de réalisation de l'ordre de 55% des activités de la composante inscrites au PTBA 2012. Les formations thématiques à l'endroit des bénéficiaires ont démarrées dans le Pool et se doivent d'être poursuivies dans les 2 autres départements d'intervention du projet. Elles ont concernées pour l'instant l'organisation paysanne, la gestion, et la comptabilité simple. La mission note qu'il n'existe toujours pas de stratégie claire en ce qui concerne ces formations, et l'impression est qu'elles se font de façon empirique. Les formations techniques données dans les champs ne sont pas formalisées, et il n'existe pas de référentiel de formation, d'outil de formation préalablement élaborés, ni de mécanisme d'évaluation de l'efficacité des transferts de connaissances et de compétences.
17. Les travaux de réhabilitation des DDA/E sont achevés et ont tous fait l'objet de réception, deux provisoirement (Sangha et Pool) et un définitivement (Likouala). Ils sont également équipés en mobiliers acquis localement, et en matériels informatiques et bureautiques. Ils sont à date fonctionnels et abritent les différents services desdites directions. Les bénéficiaires apprécient cet appui qui leur permet de regrouper dans un même local tous les services, ce qui facilite la communication et la

---

constitution de la mémoire institutionnelle.

### **Composante 3 : Accès aux bassins de production.**

18. Une certaine avancée est constatée dans le Pool et la Sangha par rapport à la situation de février 2012. Elle se caractérise par : i) la réalisation des études techniques de quatre tronçons de pistes d'une longueur cumulée de 77 km et de trente quatre (34) ouvrages de franchissement ; ii) le lancement des travaux depuis le 12 novembre 2012 dans la Sangha ; iii) et la sélection des entreprises de travaux en vue du démarrage des travaux dans le Pool en fin de la saison des pluies en cours. Le processus de sélection de l'ingénieur conseil pour la réalisation des études techniques dans la Likouala est engagé.

## **C. Produits et réalisations**

### **Composante 1- Appui à la relance de la Production**

#### **Production agricole**

19. **Création des GIEC et mise en place des parcs à bois de manioc.** 66 GIEC manioc ont été créés dans le Pool sur les 89 prévus dans le PTBA 2012 soit un taux de réalisation de 74%. 6 GIEC déjà impliqués dans la multiplication des boutures saines de manioc se sont engagés dans la multiplication de l'igname au niveau du Pool et de la Sangha.
20. Le suivi des GIEC tel que recommandé par la dernière mission est effectif. Une fiche de suivi avec un calendrier et des indicateurs a été institué par le projet. Aussi, les engagements pris par le projet envers les GIEC bénéficiaires et relatifs à la dotation en matériel aratoire dans la Likouala ont été honorés.
21. Sur une cible annuelle de 104 parcs à bois, 38 ont été effectivement mis en place par les GIEC, dont 13 dans la Sangha et 25 parcs à bois dans la Likouala. Les 66 parcs à bois du Pool sont en cours d'installation. La mission a estimé que les objectifs annuels en ce qui concerne la mise en place des parcs à bois seront atteints.
22. **Multiplication des semences améliorées.** Le processus d'assainissement et de production de 7500 **vitroplants** initié par le CERAG pour le compte du projet permettra de pallier à la dégénérescence prochaine des écotypes actuellement plantées. Cet assainissement concerne 4 cultivars locaux de manioc obtenus de la Sangha (*Eworoyéba*, *Mundélé Mpakou*) et du Pool (*Gantsa* ; *Mandoussou*). La livraison des premiers vitroplants est prévue pour Mars 2013. Cependant, le projet ne dispose toujours pas de plan d'opération pour leur diffusion, tel que recommandé par la dernière mission de supervision. En effet, considérant que les vitroplants sont encore en culture au laboratoire, l'UCP ne semble pas percevoir l'urgence alors que le sevrage et la diffusion des plants sains est prévue pour 2013.
23. En ce qui concerne les **cultures de diversification**, 2 tonnes de semences de haricot ont été livrés par le CRAL pour distribution aux bénéficiaires. Les récoltes sont en cours pour le maïs (1ha) et pour l'arachide (1ha). S'agissant de la banane, 180 bénéficiaires repartis en 6 GIEC ont été formés dans le Pool et la Sangha. Aussi, 4 germeoirs totalisant 1000 plants de bananiers chacun ont été mis en place.
24. La mission a accordé une attention particulière à l'activité **d'introduction de la culture de l'igname** dans la zone du projet. 3 champs semenciers emblavés avec 2 variétés d'ignames (*bètè bètè* et *nkoo*) avaient été installés à cette fin dans les 3 départements en 2011. La récolte de ces champs en 2012 a permis de disposer de 1500 kg de semences qui ont été redistribuées à 132 nouveaux bénéficiaires des 3 départements. Par ailleurs, 600 kg d'igname Bètè bètè ont été acquis auprès d'un producteur multiplicateur, pour emblaver 2 ha de champs semenciers au profit de 6 nouveaux GIEC. Malgré cette acquisition, il demeure un besoin d'approvisionnement

en semences pour emblaver 1.5 ha de champs apprêtés.

25. Un retard dans la mise en place des plantations a été relevé et expliqué par un certain nombre d'insuffisances dans la conduite de l'opération igname par le projet: mauvaise planification du calendrier cultural, faible maîtrise de l'itinéraire technique, non-respect des écartements et densités dans les parcelles de multiplication et pépinières de minisets, faible assimilation de la technique des minisets par les bénéficiaires.
26. Par ailleurs, la mission a été surprise de découvrir une fosse de conservation à Yié dans le Pool, avec un important pourrissement et des semences qui avaient abondamment germées pendant plus d'un mois. Elles ont été égermées par les producteurs, puis découpées et mises en terre. Cet état des semences ne manquera pas d'affecter gravement la vigueur des plantes, le rendement et le poids des tubercules. Des orientations techniques avaient cependant préalablement été données au projet pour les méthodes de conservation adéquates. La méthode de conservation des semences en fosse présente l'inconvénient majeur de ne pas permettre une surveillance régulière de l'état sanitaire des tubercules et de la germination.
27. Les résultats de la récolte d'igname montrent que la production la plus élevée a été obtenue dans le Pool suivi de la Sangha puis la Likouala. Il a été jugé inopportun d'estimer le rendement des champs de multiplication, ces champs n'ayant fait l'objet d'aucun suivi en termes de pourcentage de levée, et de nombre de plants à maturité. L'absence de données de suivi rend aussi impossible au stade actuel, la détermination avec précision du comportement et cycle des deux variétés en vue de leur comparaison.
28. Le projet en collaboration avec les services de l'agriculture, veillera pendant les prochaines récoltes, à collecter les données sur la taille et le poids des tubercules qui seront préalablement catégorisées en 3 classes : grenaille (0 à 50 g) ; semenceaux (70 à 400 g) ; et tubercules commerciaux (500 g et plus).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de gestion et de diffusion des boutures afin de toucher les zones déficitaires	MAE / DGA	Mars 2013
Elaborer et mettre en œuvre un plan d'opération igname pour relever les insuffisances techniques	RARPA	Immédiatement
Introduire la variété bête bête d'Afrique de l'Ouest, et installer des champs de multiplication d'igname dès Avril 2013 dans la Likouala et la Sangha pour respecter les cycles culturaux	RARPA	Avril 2013
Installer en station, des greniers de conservation de semences d'igname dans les 3 départements	RARPA	Juin 2013
Organiser une session de recyclage des AR, CSA, DDA, sur les techniques culturales de l'igname : production et conservation	RARPA	Mars 2013

### Production animale

29. **Elevage de petits ruminants.** Le PTBA 2012 prévoyait l'élaboration d'un plan d'opération pour la relance de l'élevage ovin/caprin, l'achat et la mise à la disposition des éleveurs de 312 caprins et de 312 ovin pour le métayage. Un consultant national FAO a été désigné pour accompagner le déroulement de cette activité. La mission constate que des activités d'identification de 100 éleveurs dans les trois départements, de la formation de 60 dans le département du Pool, de l'identification deux éleveurs fournisseurs des ovins et caprins et des constructions de trois parcs de quarantaine ont été réalisées. Si la mission constate le démarrage des activités de repeuplement des ovins caprins, elle note que les activités ont été réalisées par le consultant sur la base de termes de références qui ne prennent pas en compte l'élaboration préalable du plan d'opération. Le rapport du consultant intitulé

« élaboration du plan d'opération sur l'élevage ovin caprin dans la zone d'intervention du PRODER3 » n'est autre qu'un rapport des activités susmentionnés et non un document stratégique et de planification opérationnelle. Le projet se doit de s'assurer de la qualité des documents et rapports à lui soumis par les consultants.

30. La mission recommande la révision des termes contractuels du consultant pour prendre en compte l'élaboration du plan d'opération. Celui-ci veillera à mettre en synergie les actions du Centre d'Appui Technique (CAT) de l'état, avec celles du projet. Une convention cadre pourrait être signée entre le projet et le CAT qui pourrait aussi à termes devenir la structure pourvoyeuse de matrices au projet.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Augmenter de 10% les effectifs des animaux à acquérir, afin de palier à toute mortalité pendant la mise en quarantaine	RARPA	Immédiatement
Réviser les termes contractuels du consultant national afin d'obtenir l'élaboration effective du plan d'opération	RARPA	Immédiatement
Les parcs de quarantaine visités n'étant pas adéquats, signer une convention de partenariat avec le CAT pour assurer la quarantaine, les soins vétérinaires et à termes la fourniture des animaux	RARPA	Immédiatement

31. **Aviculture villageoise.** Le projet a démarré en 2011 une action pilote de repeuplement de la volaille dans le département du Pool par l'identification des bénéficiaires. En 2012, il a mis en place dans ce département 45 noyaux de multiplication de reproducteurs afin de toucher un plus grand nombre ménages. Ces élevages ont reçu chacun une matrice de volaille composée de 3 coqs et 22 poules de race *Bovans nera*. Les éleveurs ont été dotés en matériel d'élevage et une formation de deux jours en technique d'élevage. Chaque élevage dispose d'un poulailler (condition obligatoire avant toute livraison des sujets) et devrait rembourser au projet 525 œufs fécondés. Le projet assurera l'éclosion et l'élevage des poussins jusqu'à deux (2) mois d'âge. Des contrats de prestation de service seraient passés entre le projet et ces prestataires privés pour assurer cette tâche.
32. La mission a constaté que les reproducteurs introduits ont maintenant cinq mois d'âge et commencent à pondre. Sur 8 élevages visités, deux élevages ont construit un nouveau poulailler et six utilisent d'anciens poulaillers. Un engouement réel des bénéficiaires pour cette activité qui présente de bonnes perspectives, a été noté.
33. Au niveau des **acquis**, la mission relève une mortalité assez maîtrisée pour un début (taux de mortalité < à 9%), une entrée en ponte assez précoce à 5 mois (taux de ponte varie de 12 à 67%) et la présence d'outils de suivi des exploitations.
34. Pour ce qui est des **contraintes** l'on remarque un niveau de technicité hétérogène au niveau des éleveurs. Il s'agit entre autres, de la non maîtrise du rationnement des poules par les éleveurs (poulettes suralimentées, 100g par poulette de 2 mois chez certains éleveurs) avec comme conséquence immédiat un achat de provende en complément avant l'entrée en ponte. La mission constate également l'absence d'outils de gestion et comptabilité.
35. Le coût élevé de la provende utilisée par les élevages (400 F/Kg) est une **menace** à la pérennité de l'activité.
36. Au niveau de la stratégie, un risque existe en ce qui concerne le choix de la race *Bovans nera*. En effet, la souche *Bovans nera* étant un hybride (F1), les oiseaux de la descendance (F2) issues du croisement *Bovans nera X Bovans nera* ne seront pas tous des *Bovans nera*. Les performances biologiques des oiseaux de la génération F2 pourraient donc se voir dégradées, d'où le risque de découragement de certains nouveaux bénéficiaires.
37. La mission a apprécié l'initiative d'un GIEC de couvrir les œufs fécondés par des poules locales. Ceci est une **opportunité** à la diffusion de la race et à l'amélioration



---

génétique du cheptel volaille traditionnelle.

38. La mission recommande au projet **d'approfondir cette opportunité** et d'accompagner les membres des GIEC avec un appui à l'amélioration de l'habitat, la formation en techniques d'élevage, la fabrication de provendes à base d'ingrédients locaux et en gestion et comptabilité simplifiée. Elle encourage aussi le projet dans son initiative d'inclure les élevages déjà identifiés dans les activités de diversification par l'appui à la culture du maïs et/ou de soja afin de réduire le coût de production des provendes.
39. Le projet se doit par ailleurs de **revisiter la stratégie de diffusion et d'extension**. Concrètement, il s'agira pour les 45 noyaux d'élevages de multiplication de la *Bovans nera* de récolter sur une période de 45 jours à partir du 6<sup>ème</sup> mois d'âge des reproducteurs, les œufs fécondés avec comme préalable la signature d'une convention de métayage avec les nouveaux éleveurs identifiés. Pendant cette période, les noyaux recevront 125 Kg de provende de bonne qualité pour l'alimentation des poulets. La diffusion procédera par la distribution de 25 œufs fécondés à chacun des nouveaux éleveurs identifiés, pour démarrer un élevage amélioré. Ceux-ci devront au préalable disposer de 2 poules pondeuses certifiées par les Chefs de secteurs agricoles.
40. Cette stratégie se bâtera sur 2 hypothèses : i) En situation minimaliste (taux de ponte de 40% des reproducteurs), le projet distribuera en 2013 aux éleveurs, 17 820 œufs fécondés, ce qui permettra d'enrôler **891 bénéficiaires** dans l'activité avicole ; ii) En situation maximaliste, (taux de ponte de 70% des reproducteurs), 31 185 œufs fécondés seront distribués, permettant de toucher **1 559 éleveurs**.
41. Pour atténuer le risque susmentionné relatif à la seconde génération de volaille issue du croisement *Bovans nera X Bovans nera*, le projet veillera à **introduire en 2013 dans le Pool, une race pure de reproducteurs dans 105 nouveaux noyaux**. La race *sussex* pourrait être envisagée à cet effet. Elle a été vulgarisée avec succès dans le département, par le Projet Agropastoral de Coopération Décentralisé (PACD) entre le Conseil Départemental du Pool et la ville d'Alsace en France.
42. La mise en place des 105 nouveaux noyaux nécessitera 2625 reproducteurs *sussex* en 2013. Elle permettra au projet de distribuer 41 580 œufs fécondés à 2 079 éleveurs pour un taux de ponte de 40%, et 72 765 œufs fécondés à 3 638 éleveurs en 45 jours.
43. Une **enquête d'opinion** est à envisager dans le dernier trimestre de 2013 pour évaluer l'acceptation et l'adaptation des deux races. A ce titre il sera recherché une collaboration entre l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique et de Foresterie (ENSAF ex IDR) et le projet. L'ENSAF pourrait dans le cadre de l'encadrement des étudiants, déployer des étudiants stagiaires sur le projet, pour analyser les paramètres de production ainsi que les niveaux d'adaptabilité et d'acceptation des deux souches.
44. De façon générale, la mission constate que la maladie de Newcastle est présente de façon endémique au Congo. Cette maladie peut décimer jusqu'à 80% à 90% du cheptel d'une exploitation. Le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAE) a, du reste, organisé une campagne massive de vaccination à l'échelle du pays contre cette maladie entre décembre 2011 et mars 2012. Dans le département du Pool, 5 400 sujets ont été vaccinés sur un cheptel de 37 000. Le caractère atomisé des exploitations rend difficile la vaccination continue par les services d'élevage qui sont du reste en sous effectifs (trois Chef des Secteur pour treize districts).
45. La mission recommande la **formation d'auxiliaires d'élevage** et leur équipement en kit de vaccination et bicyclettes. Ils seront donc des villageois choisis dans leur milieu, formés et équipés pour assurer la vaccination et le déparasitage de la volaille

dans leurs localités respectives. Ils pourront également assurer le déparasitage des petits ruminants et seront des relais pour la vulgarisation de certains thèmes techniques en matière de petit élevage. Ils seront identifiés dans un premier temps parmi les 45 premiers éleveurs noyaux reproducteurs et dans un second temps au niveau des autres cohortes d'éleveurs de volaille. Leur rémunération sera assurée par une marge étudiée à eux accordée sur le coût des intrants. Le projet s'appuiera sur ces relais importants qui sont en fait des producteurs modèles et leaders d'opinion au niveau de leurs villages. La Direction Générale de l'Elevage pourrait également les utiliser comme relais pour la mise en œuvre des programmes d'action sanitaire et d'amélioration zootechnique des élevages.

46. Pour l'ensemble des élevages accompagnés par le projet, surtout les nouveaux acteurs, un appui leur sera accordé pour ***l'amélioration de l'habitat, des formations en techniques d'élevage, en fabrication d'aliment volaille*** à l'aide d'ingrédients locaux et en gestion et comptabilité simplifié.
47. Le projet examinera enfin ***l'introduction de couveuses***, auprès des 45 élevages initiaux, qui se seraient distingués par une augmentation significative de leur cheptel, et une maîtrise avérée de l'activité. Un tel appui induira l'évolution graduelle des élevages en micro entreprises avicoles économiquement rentables. Les modalités en ce qui concerne la contribution des bénéficiaires sera à convenir avec eux pendant la préparation du plan d'opération.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
A la lumière des orientations de la mission, revisiter la stratégie et y adjoindre un plan d'opération à dérouler sur la fin du projet	RARPA	Mars 2013
Mettre en place 105 noyaux de multiplication de reproducteurs <i>sussex</i>	RARPA	Juin 2013
Former et équiper 45 auxiliaires d'élevage pour l'encadrement pour les besoins de prophylaxie et d'encadrement	RARPA	Avril 2013
Former les bénéficiaires en technique de production d'aliments volaille à l'aide d'ingrédients locaux (déchets de manioc, maïs, soja, farine de poisson.)	RARPA	Mai 2013

### **Réintégration économique et sociale des jeunes et des femmes à risque dans le Département du Pool.**

48. Le PNUD a lancé depuis 2005 sur financement japonais et suédois, un Projet d'action communautaire pour la réinsertion des jeunes et femmes affectés par les conflits armés (PRESJAR). Considérant d'une part l'un des objectifs du PRODER3 qui est de consolider le processus de paix à travers une assistance aux jeunes et femmes à risque pour des activités agro pastorales et halieutiques, et d'autre part l'avantage comparatif du PRESJAR qui accompagnait déjà ledit groupe vulnérable, une convention de partenariat a été signée en mars 2011 entre le PRODER 3 et le PNUD pour la relance des activités communautaires au profit de 1000 bénéficiaires.
49. Au titre de ladite convention, la mission a rencontré le PRESJAR pour discuter de l'état d'avancement des activités. Elle note qu'après les premiers investissements réalisés à Kinkala en pisciculture, maraichage et élevage, qui avaient concerné 242 bénéficiaires, le PRESJAR a pris des dispositions pour toucher 850 nouveaux bénéficiaires dont 53% de femmes, à travers l'ouverture de nouveaux sites à Mayama, Kindama, Kintamou, Ntadi et Nzaza. Les infrastructures en construction et les réalisations comprennent :
- trois (03) centres de pisciculture à Mayama, Kintamou et Kindamba ;
  - deux (02) centres d'élevage porcin à Mayama et à Kindamba ;
  - deux (02) centres avicoles à Mayama et à Kindamba ;

- 
- deux (02) fabriques d'aliment bétail à Mayama et à Kindamba ;
  - la culture de maïs et soja à Ntadi;
  - le maraichage à Nzaza;
  - En plus des activités agropastorales traditionnelles, le PRESJAR s'est engagé dans la transformation des produits agricoles avec l'installation d'une unité artisanale de fabrication de savon.

50. La mission a apprécié l'importance et la progression des résultats obtenus par le PRESJAR. Cependant, il sera nécessaire de préciser d'avantage les indicateurs associés à chaque livrable de la convention ainsi que les sources de fonds au niveau des rapports financiers transmis au projet.
51. La supervision de février 2012 avait invité le projet et le PRESJAR à amorcer une stratégie d'autonomisation des centres afin de promouvoir leur pérennité après le projet. Il a été noté que cette dynamique est amorcée.
52. La mission a par ailleurs apprécié le partenariat établi entre le PRESJAR et le Conseil Départemental qui a accepté de cofinancer les activités en prenant en charge certaines charges récurrentes des centres. Une telle démarche assure l'alignement des activités sur le plan de développement local, et promeut l'appropriation et l'implication des décideurs locaux.
53. Toutefois, le facilitateur du PRODER 3 dans le Pool se doit d'être mieux valorisé pour le suivi opérationnel de la convention, et l'interaction au quotidien avec les équipes terrains du PRESJAR.

#### **Campagne de vaccination contre la Peste des Petits Ruminants (PPR).**

54. Le projet a signé en décembre 2011, une convention de partenariat avec la Direction Générale de l'Elevage pour la vaccination des ovins caprins contre la peste des petits ruminants dans les départements du Pool, de la Sangha et de la Likouala. Cette activité s'est déroulée de novembre 2011 à mars 2012. La contribution du projet a été de 5 000 000 FCFA. Si l'effectif vaccinal renseigné par le projet est de 10 681 petits ruminants (5249 ovins et 5432 caprins), la mission n'a disposé d'aucun rapport témoignant de la réalisation de l'activité. Le rapport remis à la mission est celui de la Direction Générale de l'Elevage relatif à la contribution du PRODER 2 à la campagne de vaccination pour un montant de 50 000 000 FCFA.
55. La mission rappelle qu'il est du devoir de la coordination, de suivre les protocoles de partenariat, et veiller à l'obtention des résultats convenus avec ses partenaires, y compris les rapports d'étapes dans les délais.

#### **Composante 2 – Renforcement des capacités**

56. **Réhabilitation des directions départementales de l'agriculture et de l'élevage.** Les travaux de réhabilitation des trois directions concernées sont achevés et ont fait l'objet de réceptions provisoires. Dans la Likouala, des grilles de protection ont été installées au titre de travaux additionnels. Dans la Sangha, des travaux additionnels autorisés ont été réceptionnés provisoirement avec réserve le 01 décembre 2012 en présence de la mission.
57. De manière générale, les finitions sont approximatives. La réception définitive vérifiera la pose de couvre-joints au niveau de la jonction boiserie maçonnerie (ouvertures), la fourniture et la pose d'un dispositif électrique sécurisé, le renforcement de la toiture ainsi que la mise en place de grilles de protection pour protéger les équipements fournis. Une évaluation des travaux confortatifs est à faire et à soumettre au FIDA pour avis de non objection.
58. L'équipement des bureaux est effectif avec du mobilier acquis localement, et du

---

matériel informatique et bureautique acquis au niveau national.

59. Aussi, l'équipement du laboratoire du CERAG à Brazzaville pour la culture des vitroplants de manioc est totalement réalisé.
60. **Formation des GIEC.** Elle consiste d'une part, en l'encadrement technique effectué par les services de l'agriculture, et d'autre part, au renforcement des capacités immatérielles de la CNOP et des OP. En fonction de l'échelle de compétence, elle est réalisée par INADES (formation des formateurs) au profit de la CNOP (15 formateurs de la CNOP), et de la CNOP aux OP selon un processus participatif. L'offre de formation de la CNOP n'a concerné que le département du Pool. Ainsi, 117 membres de 38 GIEC et 4 chefs de secteurs du département du Pool (Boko, Louingui, Kinkala, Ignié et Ngabé) ont été formés sur le fonctionnement, la structuration, la comptabilité simple et la gestion des groupements. Les formations en organisation paysanne n'ont pas été assurées dans la Likouala et la Sangha. La mise en œuvre de la formation souffre de l'absence de stratégie cohérente susceptible de perpétuer les apprentissages et d'apprécier le niveau de transfert de connaissances et compétences aux apprenants.
61. Le projet procèdera à l'évaluation rapide de la prestation de la CNOP dans le Pool, et engagera dans les meilleurs délais la formation des OP dans les 2 autres départements.
62. La mission a été informée de la sélection de 12 animateurs relais, qui sont des leaders villageois au niveau GIEC, identifiés pour appuyer les Chefs de Secteurs Agricoles (CSA) dans leur encadrement. Elle relève cependant qu'un mécanisme en ce qui concerne la prise en charge de leur prestation n'a toujours pas été défini tel que suggéré par la dernière mission.
63. **Insertion des peuples autochtones.** La prise en compte des peuples autochtones dans la mise en œuvre du projet n'est toujours pas effective. La dernière supervision indiquait que le projet avait élaboré une stratégie d'intégration, et peinait à développer un plan d'actions. En réponse à la recommandation de cette mission, le projet a conduit dans la Likouala, un diagnostic participatif en collaboration avec l'Association des Spiritains du Congo, l'UNICEF, et la DDAS. Ce diagnostic a concerné 20 groupements de peuples autochtones comprenant 598 membres. La population autochtone dans le département est estimée à 13 000 personnes. Les activités identifiées avec leur participation concernent entre autre les cultures de base, l'élevage, l'apiculture, la pêche, pour un montant de près de 190 millions FCFA. La mission regrette qu'aucune activité n'ait été développée en 2012 en faveur de ce groupe vulnérable. Elle exhorte le projet à envisager un appui pilote au titre du PTBA 2013, en partenariat avec les Spiritains, la DDAS, l'UNICEF, ou l'UNFPA. Les leçons tirées de la mise en œuvre des actions pilotes, pourraient ensuite donner lieu à la préparation d'un plan d'actions unique pour l'ensemble des 3 départements.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Evaluer les travaux confortatifs au niveau des DDA réhabilitées, et demander un ANO au FIDA pour les améliorations suggérées	RABP	Immédiatement
Evaluer la prestation de la CNOP dans le Pool, et engager, si concluante, la formation des OP dans la Sangha et Likouala	UCP / RARPA	Immédiatement
Formaliser l'encadrement fourni par les animateurs relais et définir un mécanisme pérenne de prise en charge	UCP / RARPA	Mars 2013
Inscrire au PTBA 2013, un appui pilote en faveur des peuples autochtones, sur la base du diagnostic réalisé	UCP / RARPA	Immédiatement

### Composante 3 – Accès aux bassins de production

64. Le PTBA 2012 du projet a prévu l'étude et l'aménagement de 77 km de piste, le traitement de 17 km de points critiques sur le 77 Km, et l'étude et la construction de

Mission de supervision: 26 NOVEMBRE AU 07 DECEMBRE 2012

14 ouvrages de franchissement. Au 30 novembre 2012, les réalisations de l'exécution du PTBA se résument comme suit.

	Activités	Prodoc	PTBA 2012		Observations
			Prévu	Réalisé	
<b>ETUDES</b>	Etude de pistes (km)	350 (100)	59,5 (17)	77 (22)	
	Etude ouvrages (U)	60	14	34	
	Etude voies navigables (km)	250	240	0	La proposition technique et financière de la DDTP Likouala transmise au FIDA par le projet n'a pu obtenir l'ANO. La deuxième monture parvenue à l'UCP le 12 novembre 2012 est en cours d'examen avant transmission au Bureau du FIDA.
<b>TRAVAUX</b>	Pistes agricoles (Km)	350	59,5	0	Les travaux lancés le 12 novembre 2012 pour une durée de 3 mois. Les entreprises sont en phase d'installation. Il est à noter que les 77 km en raison de leur niveau avancé de dégradation font l'objet d'un traitement continu.
	Ouvrages de franchissement (U)	60	14	0	Les travaux (34 ouvrages) sont lancés le 12 novembre 2012 pour une durée de 3 mois. Les entreprises sont en phase d'installation

65. Au cours des entretiens avec les populations des villages bénéficiaires dans le Pool, il été noté que certaines d'entre elles, bien que non informées de l'imminence des travaux, restent disposées à jouer leur partition dans la gestion et l'entretien des infrastructures. Les travaux communautaires sont en effet bien ancrés dans les habitudes des populations du Pool. Par ailleurs, les pistes à aménager faisant partie du réseau d'intérêt local dont les conseils départementaux ont la charge, leur implication dans l'entretien est à envisager.
66. Considérant le retard accusé dans le déroulement des activités de la composante, la mission a discuté et convenu avec le projet de la programmation 2013 relatives aux études et travaux de pistes.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Organiser de concert avec les Conseils Départementaux concernés une mission d'information/sensibilisation des populations des villages bénéficiaires des axes à aménager en vue de leur organisation en comité villageois de gestion des ouvrages	Assistant Infrastructures	Immédiatement
Mettre en place une équipe de suivi et de supervision des travaux comprenant le PRODER 3, le CD et les bénéficiaires (comité) et former ces comités en entretien et gestion des ouvrages et les doter en petit outillage de chantier.	Assistant Infrastructures	Immédiatement

## D. Avancement de l'exécution du projet

67. **Coordination** : Tel que relevé pendant la précédente mission, le système managérial du Proder 3 n'est toujours pas performant. La Coordination du projet n'a pas mis en place les outils devant permettre de: (i) diagnostiquer les dysfonctionnements dans la gestion des activités; (ii) analyser les performances des différents acteurs dans l'exécution des tâches définies. L'absence de réunion de coordination mensuelle sur l'état d'avancement du PTBA par composante, pénalise le Projet dans sa capacité à suivre ses activités et à effectuer des «recadrages» au besoin. Les dispositifs de

contrôle des opérations de planification, de mise en œuvre, de suivi/évaluation, tels que définis par le Manuel de Procédures ne sont pas appliqués et cette situation engendre par exemple, une distorsion de l'information entre la Coordination et les opérationnels sur les réalisations du projet.

68. La mission réitère sa recommandation de définir au niveau de la Coordination, une méthode de travail, ainsi que des outils et dispositifs de contrôle des opérations, capable d'apporter la visibilité requise sur l'efficacité et l'efficience: réunion de coordination mensuelles, réunion de coordination trimestrielle élargie aux Facilitateurs et aux partenaires du Projet, tableau de bord pour la gestion financière, tableau de bord pour le suivi des réalisations physiques du PTBA, suivi du Plan de Passation des marchés etc...).
69. **Ressources Humaines :** la mission a relevé le départ de la RAF intérimaire, du RSE, de la comptable, d'une secrétaire, et de deux chauffeurs. La solution transitoire en cours, a été l'appui périodique apporté par le RAF et le RSE du PRODER Sud. L'ancien Comptable du PRODER Nord a été affecté au PRODER 3 en remplacement de la comptable démissionnaire. Ces démissions liées aux incertitudes avec l'avènement du programme pays, et dans une certaine mesure à l'ambiance délétère au sein de l'UCP, n'ont pas manqué de perturber la mise en œuvre du PTBA 2012.
70. Si le redéploiement de l'ex comptable du Proder 1 a permis d'améliorer la situation des ressources humaines du Service Administratif et Financier (SAF) du Proder 3, il n'en est pas de même pour la mobilisation transitoire du RAF du Proder Sud. La mission a déploré son manque d'intérêt dans les travaux de reconstitution de la comptabilité et plus globalement, son manque d'implication pour mettre en place une organisation efficiente dans l'exécution des travaux comptables du Projet, la planification des ressources et dépenses, la planification et le suivi de l'élaboration des DRF. Il en a résulté une forte charge de travail sur le comptable, par ailleurs pleinement occupé par les travaux de reconstitution de la comptabilité.
71. La tutelle accordera dès lors, de la diligence à la mise en place de l'Unité Nationale de Gestion du PADEF comme dispositif de gouvernance unique du Programme Pays, afin de pallier aux insuffisances et permettre une mise en œuvre effective des PTBA 2013.
72. **Reconstitution de la Comptabilité :** Suite à la recommandation de la mission de supervision de février 2012 et celle de la mission d'audit des comptes 2011 demandant une reprise de la comptabilité depuis 2009, le projet a mis en place un task force et sollicité l'assistance technique d'une RAF de projet FIDA à Madagascar.
73. La mission note que des résultats ont été obtenus après 3 mois d'activités; (a) le projet dispose d'une comptabilité répondant aux normes de la comptabilité de projet, (b) les informations de la comptabilité renseignent sur les transactions financières par bailleur, les engagements à rattacher à chaque bailleur du Projet et l'utilisation des ressources mobilisées et en cours de mobilisation par le Projet, (c) les informations de la comptabilité peuvent être rapprochées aux décaissements effectués par le FIDA et l'Etat ; (d) la situation des dépenses éligibles en demande de remboursement et des dettes fournisseurs à régler par chaque bailleurs.
74. Toutefois, l'équipe n'a pas effectué, au fur et à mesure, le contrôle de qualité nécessaire (consistant à rapprocher les dépenses présentées en remboursement et les décaissements effectués par le FIDA) avant la clôture des comptes des exercices 2009, 2010 et 2011. Cette situation pourrait induire de nouveaux retraitements de la comptabilité pour tenir compte des réajustements à effectuer du fait des dépenses

rejetées par le FIDA et les dépenses éventuellement présentées doublement en remboursement.

75. **DRF** : La mission félicite le projet pour la qualité satisfaisante des dossiers de DRF dans leur ensemble ; elle a analysé les pièces de dépenses présentées en remboursement sur les DRF 14, 16, 18, 19, et 20 sur les formulaires 102 et n'a pas relevé d'insuffisances majeures sur leur éligibilité et les supports justificatifs. Elle a toutefois noté que les petites dépenses de fonctionnement ont été demandées en remboursement à 100% TTC au lieu de 85% TTC (cf. Annexe 1A). Aussi, les dépenses liées aux études pour un montant de 41 344 400 FCFA ont été demandées en remboursement sur la catégorie V en lieu et place de la catégorie IVa (cf Annexe 1B). La mission a échangé avec le Projet sur le canevas du registre des DRF, qui doit impérativement présenter par catégorie, les montants demandés, les montants.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre en place une méthode de travail et élaborer des outils internes de supervision et contrôle à même d'améliorer l'efficacité et l'efficience du projet	Coordonnateur	Immédiatement
Améliorer la communication entre les acteurs à travers la tenue de réunions hebdomadaires faisant le point des priorités de la semaine, des activités exécutées, des activités à exécuter et des difficultés rencontrées	Coordonnateur	Immédiatement
Diligenter le processus de mise en place de l'équipe du PADEF pour pallier à l'insuffisance des ressources humaines du projet	MAE	31 Jan 2013
Recentrer l'appui de la RAF de Madagascar sur le contrôle des imputations et les équilibres comptables à obtenir par exercice		
Réajuster les soldes des comptes de tiers (DRF à établir, FIDA-dépenses à régler, FIDA-DRF de remboursement, FIDA avance/créancier Etat) après les travaux de contrôle et rapprochement des dépenses du Projet et celles payées par le FIDA	Comptable	28 fev 2013
Transmettre au FIDA une requête demandant la ré-imputation des dépenses sur les études au niveau de la catégorie IVa en lieu et place de la catégorie V.	Comptable / Coordonnateur	Immédiatement

### Suivi Evaluation.

76. La situation du SE n'a pas évoluée depuis la supervision de février 2012, suite à la démission du Responsable de la Programmation et du SE. L'appui fourni par le RPSE du Proder 2 a permis d'assurer le rapportage et aussi la réalisation d'une étude d'évaluation des indicateurs d'effets du projet. Cette évaluation, entièrement menée par le projet sans recours à de la consultation est à encourager.
77. La recommandation relative à l'élaboration d'un document interne de SE en attendant la préparation d'un manuel de SE pour le Programme Pays au titre du PADEF n'a pas été mise en œuvre, suite au départ du RSE comme susmentionné. Le projet veillera à organiser en début 2013, une réunion interne avec les facilitateurs et spécialistes afin de convenir d'un système interne de collecte, de traitement et de diffusion de données, sur la base d'indicateurs pertinents de performances. Cette organisation interne est d'autant plus nécessaire qu'une revue à mi-parcours est prévue courant Juin – Juillet 2013.
78. Par ailleurs, en sus des rapports semestriels régulièrement préparés, la production de rapports trimestriels faciliterait l'activité de suivi, et un meilleur renseignement des indicateurs de premier niveau tels que la production, les surfaces emblavées, la diffusion du matériel, les bénéficiaires des formations, les infrastructures traitées etc...
79. La présentation synoptique des principales réalisations du projet se décline comme

suit :

- mise en place de la base matérielle et logistique du Projet ;
- réalisation des différentes études socioéconomique et anthropométrique ;
- réalisation des études techniques d'aménagement des pistes rurales et ouvrages de franchissement dans les Départements de la Likouala, du Pool et de la Sangha.
- Reconstitution de la comptabilité de 2009, 2010, 2011;
- recrutement, installation et équipement des équipes de facilitation de terrain ;
- réhabilitation et équipement de 3 bâtiments des DDA/DDE;
- 245 villages desservis / touchés par les activités du projet;
- consolidation des activités liées au suivi des parcs à bois et à la mise en place des nouveaux GIEC ;
- 265 GIEC manioc et de 9 GIEC igname mis en place ;
- 5 933 membres des GIEC manioc (dont 2 610 femmes) et 376 membres des GIEC igname (185 femmes) ;
- 265 parcs à bois de manioc mis en place ;
- 263,90 ha de manioc et de 8,7 ha d'igname emblavés ;
- 5 933 paysans impliqués dans la production, multiplication et distribution des boutures saines de manioc ;
- 18 584 000 boutures de manioc produites et 1 858 400 boutures de manioc distribuées ;
- 376 paysans impliqués dans la production des semences ;
- 10 681 petits ruminants vaccinés dans le Pool, la Likouala et la Sangha ;
- 295 organisations paysannes renforcées ;
- 115 membres des GIEC formés en organisation paysanne ;
- 32 cadres des DDA/DDE formés et recyclés ;
- démarrage des travaux de construction de 11 ouvrages de franchissement et de réhabilitation de 24 Km de pistes agricoles dans la Sangha ;
- passation des marchés de réhabilitation de 53 Km de pistes agricoles et de construction de 23 ouvrages de franchissement dans le Pool ;
- 936 jeunes à risque victimes des conflits armés réinsérés grâce aux activités agropastorales.

### **Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA)**

80. Le PTBA 2012 du projet a été réalisé à 32% contre 27% en 2011. Le niveau global de réalisation du projet est de 44%. La mission a discuté avec le projet, des activités prioritaires à envisager au titre du PTBA 2013.

81. Au regard d'une part du rythme timide de production des résultats en 4 années d'exécution, et d'autre part de la nécessité de passer à l'échelle en amorçant une phase de croisière pour toucher le maximum de bénéficiaires, la mission recommande au projet d'envisager la diversification des partenaires pour la mise en œuvre des composantes.

82. Les ONG Internationales, ACTED et TRIANGLE avec lesquelles le projet a eu des discussions initiales, sont à cet effet, des partenaires potentiels avec lesquels le projet pourrait collaborer pour la mise en œuvre du PTBA 2013. Elles partagent la zone d'intervention du Proder 3, réalisent des activités dans l'agriculture y compris la formation, et disposent d'équipes techniques locales.

### **Communication, gestion des connaissances et innovations.**

83. La question de la gestion des connaissances ne semble pas être pour l'instant une



priorité de la coordination du projet. Les activités menées sous-tendent surtout la stratégie de communication et de visibilité du projet avec comme principaux produits : une page Facebook, un blog Proder infos, une page PRODER sur le site de Fidafrrique, un bulletin d'information PRODER INFOS dont le dernier N° date de juin 2011. La mission rappelle la nécessité de coupler la gestion des connaissances avec le SE, et recommande une plus grande participation de la responsable gestion des connaissances aux activités opérationnelles, pour identifier les bonnes pratiques et leçons apprises en vue de leur diffusion.

84. La mission a apprécié l'activité d'archivage en cours, qui consiste à collecter et regrouper en un fond documentaire unique, l'ensemble des rapports, dossiers, études, publications etc... des projets FIDA au Congo. A date, 200 ouvrages ont été collectés et encodés à l'aide du logiciel CDISIS.
85. Le projet a également entrepris une étude d'implantation de radio communautaire dans le Pool Nord, ainsi qu'une étude pour la mise en place d'un système d'information sur les marchés et les prix (SIM). L'appel à manifestation pour cette dernière étude est resté infructueux et la mission regrette le manque de proactivité de la part du projet pour l'identification de solutions alternatives avec l'appui du Bureau Pays du FIDA.
86. La mission réitère la recommandation de février 2012 relative à un échange d'expérience avec le projet PPILDA du Niger, projet très avancé sur la démarche conceptuelle et méthodologique de la gestion des savoirs et innovations.

## E. Aspects fiduciaires

87. **Gestion financière.** Comme susmentionné, la mission a noté avec satisfaction la reconstitution de la comptabilité depuis 2009, le paramétrage du module « comptabilité » de TOMPRO, qui peut désormais générer la situation des dépenses, y compris sur le plan analytique. Le module « engagements et suivi des marchés » reste à être paramétré, de même que celui de la « génération automatique des DRF/DPD ».
88. **Réalisations financières cumulées du Projet.** Le montant total des décaissements tout bailleur confondu s'élève à 5,935 millions USD, soit un taux de décaissement global de 31% sur l'ensemble des financements mobilisés (18,670 millions USD) (tableau 1A). Le cumul des réalisations financières du Programme (FIDA, Etat, OPEP) est estimé à 2.258 millions FCFA (environ 4,520 millions USD), soit un taux d'exécution financière globale de 24% des financements tous bailleurs confondus à la 4<sup>ème</sup> année. Le faible taux à date est imputable au retard important dans la mise en place et la consommation des fonds OFID mais aussi à la mauvaise affectation des ressources du gouvernement qui sont thésaurisées au lieu d'être orientées vers le préfinancement et cofinancement d'activités.
89. **Performance financière sur le don FIDA.** La reconstitution de l'état des dépenses du Programme sur les ressources du don montre qu'à date, les réalisations financières s'élèvent à 1.898 millions FCFA (environ 3,824 millions USD), soit à date, un taux de réalisation financière de 45 % sur le don FIDA (Annexe 2). Le stock de dépenses fournisseurs à régler sur le financement FIDA s'élève à 90.976.497 FCFA (environ 182.000 USD).
90. **Exécution financière du PTBA 2012.** Au 24/11/2012, sur la base des informations disponibles, le taux de réalisations financières du PTBA 2012 est de 29%. Toutefois, en prenant en compte les engagements en cours sur les infrastructures (pistes et ouvrages de franchissement) et le stock de dépenses fournisseurs à régler sur le

---

financement FIDA, ce taux devrait atteindre 49% d'ici à décembre 2012.

91. Le PRODER 3 a toujours du mal à atteindre sa vitesse de croisière, et ceci suggère une réflexion sur le dispositif organisationnel optimal de mise en œuvre du projet et aussi la prospection de partenariats additionnels de mise en œuvre.
92. **Décaissement sur le don FIDA.** Au 19/11/2012, la situation des décaissements du PRODER 3 sur le LGS FIDA (en prenant en compte le dépôt initial) s'élèvent à 2.525.732 DTS (3.935.798 USD) sur un montant alloué de 5,250 millions DTS, soit un taux de décaissement de 48,11%.
93. En prenant en compte le reliquat de la DRF 19 (26.573 euros) non payé par le FIDA pour cause de dépassement des allocations catégorielles et le reliquat de la DRF 20 non payé par le FIDA du fait de la non transmission du rapport d'avancement (19.844,13 euros), le montant total des décaissements prévisionnel sur les ressources du Prêt se chiffre à 2.581.287 DTS (environ 4,020 millions USD), soit un taux de décaissement prévisionnel de 49% d'ici fin décembre 2012. (cf. tableau 1C).
94. **Exécution catégorielle sur le don FIDA.** En tenant compte des engagements contractuels pris par le Projet, les catégories de dépenses en dépassement de leurs allocations financières sont respectivement « Réhabilitation des locaux DDE/DDA » (237%), « véhicules » (107%), « Fonctionnement » (167%).
95. La mission a appuyé l'équipe du PRODER 3 à établir les engagements effectifs Projet à date sur les ressources FIDA et la situation des engagements prévisionnels à prendre sur la période de décembre 2012 et sur la période janvier-juin 2013. A partir de ces informations, une proposition de réallocation des ressources a été élaborée sur la base des besoins en financement (Annexe 3).
96. **Reconstitution du compte Désigné (CD) FIDA.** La mission a procédé à la reconstitution du compte désigné du projet à la date du 17/10/2012. Les disponibilités au niveau du Siège de l'UGP représentent 25% du montant global de l'avance initiale (700.000 EURO) et les dépenses non demandées en remboursement représentent 65% de l'avance initiale et couvrent des dépenses et des avances de fonds non justifiés sur la période mai -octobre 2012. (Annexe 4).
97. La mission note un écart à justifier (ressources en trop dans le CS) de 9.254 euros ; toutefois, ce montant est susceptible de réajustement après les travaux de contrôle et d'analyse des dépenses non demandées en remboursement pour prendre en compte les dépenses oubliées, les dépenses doublement demandées en remboursement dans les exercices antérieurs.
98. **Financement OFID.** Par mail en date du 22 novembre 2012, OFID a informé le Projet de la mise en place du dépôt initial (800.000 USD).
99. **Financement de la contrepartie.** Conformément aux dispositions de l'accord de prêt FIDA, le Gouvernement a mis en place des fonds, pour un montant de 1 milliard FCFA (environ 2 millions USD) soit un taux de décaissement de 69% de la participation financière de l'Etat au Projet (2,886 millions USD). La dotation 2012 d'un montant de 200 millions FCFA a été décaissée par le Gouvernement le 6 juin 2012. Une seconde tranche de 200 millions FCFA est en cours de mobilisation.
100. S'agissant des exonérations, le projet ne tient pas une situation des exonérations accordées par l'Etat. Les préfinancements des dépenses FIDA par les fonds de contrepartie s'élève à 152 millions FCFA.

101. **Dispositions de l'Accord de prêt :** *Pourcentage de financement de toute les Catégories :* les demandes de remboursement des dépenses de la catégorie « Fonctionnement » sont à 100% TTC au lieu de 85 % TTC.

102. **Audit.** La mission note l'intention du projet de reconduire l'auditeur TATE&ASSOCIES pour la réalisation de l'audit 2012. Le calendrier indicatif de clôture et d'audit des comptes 2012 ci-après a été proposé au projet :

- Inventaire des immobilisations : du 17 au 23/12/2012
- Arrêté des comptes/stocks : 31/12/2012
- Apurement des avances faites au titre des activités closes en 2011 : 31/12/2012
- Confirmation des soldes des prêts, des banques et des fournisseurs: 10/01/2013
- Production des états comptables : 31/01/2013
- Contrôle, analyse des comptes du bilan et d'exploitation : 15/02/2013
- Elaboration des états financiers : 31/03/2013
- Transmission des états financiers au FIDA : 7/03/2013
- Audit des comptes (rapport provisoire) du 10 au 31/05/2013
- Rapport définitif 15/06/2013
- Transmission du rapport définitif 30/04/2013
- Transmission du plan de suivi des recommandations : 30 /05/2013

103. **Passation de marchés.** La mission a procédé à l'examen du registre des contrats 2012, (analyse des méthodes appliquées, analyse de la conformité avec les procédures nationales et les Directives du Fida), à l'analyse du Plan de Passation des Marchés (adéquation avec le PTBA, détermination du taux d'exécution), et à l'examen d'un échantillon de marchés.

104. Le système de passation des marchés est dans son ensemble peu efficace du fait de l'inexistence d'un spécialiste en passation de marchés pour les projets FIDA au Congo. Un Plan de Passation des Marchés (PPM) a été élaboré et annexé au PTBA 2012 sous la non objection du FIDA. Cependant, ce PPM n'est pas utilisé par l'UCP comme outil de gestion, en témoigne sa non mise à jour, et l'impossibilité de dégager les niveaux de réalisation du PPM.

105. Le registre des contrats produit par l'UCP dans le cadre de cette mission n'est pas actualisé et n'a pu être exploité. Aussi, le recours systématique à l'appel d'offre international pour les marchés de travaux supérieur à 100 000 USD n'est pas effectif. Le modèle de registre des contrats utilisé en RDC et qui permet un meilleur suivi du PPM a été proposé au projet.

106. Les marchés échantillonnés indiquent que les paiements effectués sont en conformité avec les modalités contractuelles.

107. Malgré les nombreuses interpellations et recommandations des missions de supervisions précédentes, il est encore noté que le projet et même le programme pays ne dispose pas de spécialiste en passation de marchés. La passation des marchés est conduite par le RAF, le Responsable du Suivi-Evaluation, et les Chefs de Composantes, avec le concours de représentants des ministères techniques, ce qui n'est pas sans conséquence sur la qualité des DAO, des rapports d'évaluations et des propositions de contrats. Il importe dès lors de mettre en place immédiatement un système d'archivage des documents de passation de marchés, recruter un spécialiste en passation de marchés et renforcer les capacités des composantes techniques en passation de marchés.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
A l'achèvement de la 1ère phase de reconstitution de la comptabilité du projet, contracter un expert IT spécialiste de TOMPRO, pour vérifier la cohérence du paramétrage du module en place, effectuer le paramétrage des modules complémentaires et former les membres du SAF à l' utilisation efficiente des fonctionnalités du logiciel de gestion financière	Coordonnateur Comptable	28 février 2013
Rapprocher et réconcilier les informations données par le logiciel sur les dépenses du FIDA (1.999 millions FCFA) avec la situation de l'état des dépenses FIDA établi par la mission à partir des informations du LGS FIDA.	Comptable PRODER 3	31/12/2012
Transmettre une requête de réallocation des fonds au FIDA et préparer une DRF de réapprovisionnement du CD	Comptable PRODER 3	31/12/2012
Etablir une DRF de remboursement du préfinancement Etat pour les dépenses OFID d'un un montant de 166 millions FCFA (correspondant au préfinancement par l'Etat de l'avance de démarrage sur les contrats relatifs aux pistes rurales et les ouvrages de franchissement)	Comptable PRODER 3	31/12/2012
Etablir une DRF de remboursement du préfinancement Etat des dépenses FIDA de 152 millions FCFA (après confirmation du montant à l'issue des travaux de contrôle et de rapprochement)	Comptable PRODER 3	31/12/2012
Procéder à l'archivage de l'ensemble des documents de passation des marchés, à la mise jour du registre des contrats et au recrutement du spécialiste en PM	UCP MAE	Immédiatement

## F. Durabilité

108. Afin de consolider et pérenniser les acquis relatifs à la multiplication et diffusion des boutures saines de manioc, la mission réitère la nécessité de :

- Spécialiser et professionnaliser un nombre calculé de GIEC de production de boutures certifiés par les services techniques de l'agriculture afin d'assurer un approvisionnement continue et de proximité de boutures saines dans les districts;
- Promouvoir l'esprit coopératif et renforcer les capacités des GIEC pour mieux concilier production et mise en marché des produits agricoles ;
- Lancer des actions de transformation à petite échelle. Pour ce faire, la problématique de l'eau posée de façon cruciale dans le Pool Nord se devait de trouver une solution à travers la réalisation urgente de forages ou d'impluviums.

109. Le projet est invité à développer des initiatives à même de permettre la mise en œuvre de ces recommandations au titre du PTBA 2013.

110. Par ailleurs, il travaillera à encourager la sédentarisation des systèmes de production par la valorisation des itinéraires techniques sur fond d'agroforesterie, et à consolider et structurer les comités locaux d'entretien des pistes et des ouvrages dès la construction de ces infrastructures.

111. Enfin, la stratégie de diffusion du manioc dont l'élaboration est en discussion entre le bureau pays et la tutelle, et qui reposera sur les services déconcentrés de l'état, est un véritable gage de pérennisation des acquis du projet en matière de relance de la production du manioc.

## **Appendices et annexes**

- Appendice 1 Résumé de l'état d'avancement du projet et notes
- Appendice 2 Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus
- Appendice 3 Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante
- Appendice 4 Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
- Appendice 5 Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
- Appendice 6 Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits
- Appendice 7 Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

## Appendice 1 Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

Projet 1438 [8019] Projet de développement rural dans les départements de la Likouala, du Pool et de la Sangha

### Faits essentiels

Pays	Congo	No. du projet	1438	No. du prêt/don DSF	8019
Projet	Projet de développement rural dans les départements de la Likouala, du Pool et de la Sangha			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	28/01/2013			Conditions de financement	D
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	4	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	4		
Dernière Supervision	07/12/2012	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	11/02/2012		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	11/09/2008			Coût total	18.68	
Accord	08/10/2008	Délai d'entrée en vigueur	4.8	FIDA Total	8.57	
Entrée en vigueur	02/02/2009	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA		
Examen à mi-parcours				Don DSF	8.57	48
Achèvement	31/03/2015	Dernier amendement		Don FIDA		
Clôture	30/09/2015	Dernier audit	30/06/2011	Financement national total	3.10	
Nbre de prolongations	0			Bénéficiaires	0.21	
				Government (Local)	0.81	
				Government (National)	2.08	
				Cofinancement total	7.00	
				OFID	7.00	0

### Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	3	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	4	2. Exécution du S&E	3	3
3. Fonds de contrepartie	5	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de prêt	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	3	3	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et leçons apprises	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
------------------------------	------------	----------	----------------	------------	----------

1. appui à la production agricole	5	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. renforcement des capacités	4	4	2. Autonomisation	4	4
3. infrastructure destinée à désenclaver les bassins	2	3	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
4. coordination, communication et gestion	3	3	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	4	4

#### B.5 Justification des notes

L'évaluation des indicateurs d'effets montre que toutes les composantes ont été actives. Même les difficultés constatées sur la gestion financières ont été résolues. A cet effet, l'information comptable est actuellement fluide tant dans les normes que dans les transactions avec les bailleurs. Le système de S&E a aussi évolué, mais demeure encore sans outil formalisé (absence de manuel de S&E). De même que la coordination ne dispose d'aucun support de suivi des activités. Cependant le niveau de décaissement n'a que sensiblement évolué. La mise en œuvre de l'accord de prêt a connu un embelli avec l'arrivée des fonds OFID

### Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	5
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

#### Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

En dehors des études réalisées sur les infrastructures d'accès aux bassins de production, cette période a permis techniquement au projet d'amorcer le démarrage de plusieurs réalisations physiques.. La production agricole a vu accroître le nombre de parcs à bois manioc (70% par rapport aux prévisions globales), la mise à disposition des nouvelles semences vivrières (arachide, soja, maïs, haricot) aux producteurs, l'implantation des germoirs à bananier (pour un démarrage de production de 1000 plants chacun, 45 poulaillers sont entrés en production d'œufs fécondés, la culture d'igname se développe avec l'arrivée d'autres GIEC. L'option de la sécurité alimentaire est sérieusement engagée. L'accès et la disponibilité en matériel de plantation se développe favorable avec la création de 297 GIEC (les prévisions en GIEC manioc est totalement atteint). 60 éleveurs d'ovins/caprins sont formés pour enclencher le métayage avec les 300 animaux en cours de quarantaine. Le développement d'autres collaborations en cours permettront de consolider les actions engagées. 51 conventions institutionnelles et individuelles accompagnent la réalisation physique du projet. . Le retard de la mise en place des fonds OFID

C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

#### Justification des notes sur les objectifs de développement

Pendant cette phase de projet, l'appui au développement agricole accouplé aux activités de renforcement des capacités est inducteur du potentiel de développement des filières concernées. Il est sûr qu'il existe encore des difficultés dans la planification opérationnelle, et dans l'indentification des compétences (en transformation des produits agricoles). Toutes les spéculations programmées sont en cours de valorisation et même au-delà des prévisions avec l'appui au PRESJAR et potentiellement avec Acted et Triangle qui appui des activités en pisciculture, en élevage porcin, en maraîchage et en arboriculture fruitière (appui aux petits pépiniéristes) qui sont des spéculations hors corpus du projet. Actuellement plus de 5000 paysans, avec en moyenne 45% de femmes, sont engagés dans l'amélioration de leurs productivités et de leurs productions. Le renforcement des capacités a été le volet le plus expressif tant au niveau des formations, de la mise en place et de l'exécution des partenariats. Les structurations des transferts de compétences qui y ont été faits rassure tant soit peu le potentiel d'appropriation des apprentissages. Même au niveau des infrastructures d'accès au bassin de production, dont les études sont réalisées, il existe déjà des positionnements des populations riveraines à la prise en charge de l'entretien des pistes et des ouvrages de franchissement. Cependant la situation de coordination du projet a très peu évolué. Les mêmes pesanteurs constatées lors de la dernière supervision demeurent.

#### C.5 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciares	les défis en matière de planification, d'organisation du travail, de gestion des contrats ont un impact sur la gestion financière; La mauvaise affectation des ressources du gouvernement qui sont thésaurisées au lieu d'être orientées vers le préfinancement des activités en cofinancement avec OFID et FIDA. Une certaine proactivité aurait permis l'obtention d'un meilleur taux d'exécution financière.
Avancement de l'exécution du projet	Les activités programmées dans le projet ont toutes démarrées et sont à des niveaux plus ou moins appréciables par rapport à la vie du projet. Toutefois, La structuration du PPM tel que défini n'a pas permis l'exécution à temps de certaines opérations en reflux de traitement. Une attention particulière doit y être portée. De même le système de S&E, en difficulté de formalisation, a produit son premier rapport d'évaluation des effets. L'accroissement du nombre de GIECs formalisés et le développement des partenariats consolideront l'ensemble des activités du projet. Une amélioration de l'implication structurée des responsables des composantes s'avèrent indispensable. La gestion programmatique ne semble pas être intériorisée par l'équipe de l'UCP. Le meilleur niveau serait atteint lorsque les GIECs et autres bénéficiaires intégreraient totalement le processus de déploiement du projet.

	L'insuffisance des ressources humaines (un responsable avec deux composantes) a été un important frein à la mise en œuvre des activités du projet.
Produits et réalisations	Les insuffisances de coordination et d'harmonisation entre les composantes, la faible maîtrise des itinéraires techniques et l'inexistence de plans d'opérations demeurent des défis et risques à relever dans le très court terme.
Durabilité	Afin de consolider et pérenniser les acquis actuels, il faudrait envisager : i) La spécialisation et professionnalisation d'un nombre calculé de GIEC de production de boutures certifiées par les services techniques de l'agriculture afin d'assurer un approvisionnement continu et de proximité de boutures saines dans les districts; ii) La maîtrise sur le plan national de la diffusion des boutures de manioc et autres semences en cours de valorisation ; iii) l'émulation de l'esprit coopératif et le renforcement des capacités des GIEC pour mieux concilier production et mise en marché des produits agricoles ; iv) le démarrage d'actions à petite échelle de transformation. Encourager la sédentarisation des systèmes de production par la valorisation des itinéraires techniques sur fond d'agroforesterie ; consolider et structurer les comités locaux d'entretien des pistes et des ouvrages dès la mise en œuvre de ces infrastructures.

### Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Coordination	Mettre en place un dispositif de contrôle (tableau de bord) renseignant sur l'évolution de la mise en œuvre des activités, les performances des différents acteurs et les facteurs de blocages (tant endogènes qu'exogènes).	immédiatement	
Production Agricole	Assurer les formations en organisation paysanne dans la Sangha et la Likouala; Elaborer et mettre en œuvre une stratégie pour la gestion des boutures et la diffusion dans les champs individuels ; Elaborer un plan opérationnel pour le sevrage et la diffusion du 1 <sup>er</sup> lot de vitroplants en cours de production et de la 2 <sup>ème</sup> vague de 7500 la production de vitroplants et leur diffusion; Engager le processus de la 2 <sup>ème</sup> vague des activités volailles et ovins, ainsi que des appuis à la transformation des produits agricoles. Intégrer dès maintenant la technologie de conservation des semences d'ignames fraîches, pour améliorer le potentiel productif de cette spéculation en champ.	immédiatement	
Études	Finaliser l'étude sur le SIM et des radios communautaires en suspens. Faire réaliser par une structure extérieure une évaluation sommative des formations réalisées, pour permettre la mise en application des remédiations.	immédiatement Février 2013	
Accès au bassin de production	Mieux planifier les activités et les marchés pour éviter des retards ; C) Lancer les appels d'offres pour toutes les études réalisées	immédiatement	

### Observations supplémentaires

Audit: Le processus de sélection a démarré avec la transmission au FIDA pour ANO de la short list des cabinets à consulter.



## Appendice 2 Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de gestion et de diffusion des boutures afin de toucher les zones déficitaires	MAE / DGA	Mars 2013
Elaborer et mettre en œuvre un plan d'opération igname pour relever les insuffisances techniques	RARPA	Immédiatement
Introduire la variété bête bête d'Afrique de l'Ouest, et installer des champs de multiplication d'igname dès Avril 2013 dans la Likouala et la Sangha pour respecter les cycles culturels	RARPA	Avril 2013
Installer en station, des greniers de conservation de semences d'igname dans les 3 départements	RARPA	Juin 2013
Organiser une session de recyclage des AR, CSA, DDA, sur les techniques culturelles de l'igname : production et conservation	RARPA	Mars 2013
Augmenter de 10% les effectifs des animaux à acquérir, afin de palier à toute mortalité pendant la mise en quarantaine	RARPA	Immédiatement
Réviser les termes contractuels du consultant national afin d'obtenir l'élaboration effective du plan d'opération	RARPA	Immédiatement
Les parcs de quarantaine visités n'étant pas adéquats, signer une convention de partenariat avec le CAT pour assurer la quarantaine, les soins vétérinaires et à termes la fourniture des animaux	RARPA	Immédiatement
A la lumière des orientations de la mission, revisiter la stratégie et y adjoindre un plan d'opération à dérouler sur la fin du projet	RARPA	Mars 2013
Mettre en place 105 noyaux de multiplication de reproducteurs <i>sussex</i>	RARPA	Juin 2013
Former et équiper 45 auxiliaires d'élevage pour l'encadrement pour les besoins de prophylaxie et d'encadrement	RARPA	Avril 2013
Former les bénéficiaires en technique de production d'aliments volaille à l'aide d'ingrédients locaux (déchets de manioc, maïs, soja, farine de poisson.)	RARPA	Mai 2013
Evaluer les travaux confortatifs au niveau des DDA réhabilitées, et demander un ANO au FIDA pour les améliorations suggérées	RABP	Immédiatement
Evaluer la prestation de la CNOP dans le Pool, et engager, si concluante, la formation des OP dans la Sangha et Likouala	UCP / RARPA	Immédiatement
Formaliser l'encadrement fourni par les animateurs relais et définir un mécanisme pérenne de prise en charge	UCP / RARPA	Mars 2013
Inscrire au PTBA 2013, un appui pilote en faveur des peuples autochtones, sur la base du diagnostic réalisé	UCP / RARPA	Immédiatement
Organiser de concert avec les Conseils Départementaux concernés une mission d'information/sensibilisation des populations des villages bénéficiaires des axes à aménager en vue de leur organisation en comité villageois de gestion des ouvrages	Assistant Infrastructures	Immédiatement
Mettre en place une équipe de suivi et de supervision des travaux comprenant le PRODER 3, le CD et les bénéficiaires (comité) et former ces comités en entretien et gestion des ouvrages et les doter en petit outillage de chantier.	Assistant Infrastructures	Immédiatement
Mettre en place une méthode de travail et élaborer des outils internes de supervision et contrôle à même d'améliorer l'efficacité et l'efficience du projet	Coordonnateur	Immédiatement
Améliorer la communication entre les acteurs à travers la tenue de réunions hebdomadaires faisant le point des priorités de la semaine, des activités exécutées, des activités à exécuter et des difficultés rencontrées	Coordonnateur	Immédiatement
Diligenter le processus de mise en place de l'équipe du PADEF pour pallier à l'insuffisance des ressources humaines du projet	MAE	31 Jan 2013
Recentrer l'appui de la RAF de Madagascar sur le contrôle des imputations et les équilibres comptables à obtenir par exercice		
Réajuster les soldes des comptes de tiers (DRF à établir, FIDA-dépenses à régler, FIDA -DRF de remboursement, FIDA avance/créancier Etat) après les travaux de contrôle et rapprochement des dépenses du Projet et celles payées par le FIDA	Comptable	28 fev 2013
Transmettre au FIDA une requête demandant la ré-imputation des dépenses sur les études au niveau de la catégorie IVa en lieu et place de la catégorie V.	Comptable / Coordonnateur	Immédiatement
A l'achèvement de la 1ère phase de reconstitution de la comptabilité du projet, contracter un expert IT spécialiste de TOMPRO, pour vérifier la cohérence du paramétrage du module en place, effectuer le paramétrage des modules complémentaires et former les membres du SAF à l' utilisation efficiente des fonctionnalités du logiciel de gestion financière	Coordonnateur Comptable	28 février 2013

Rapprocher et réconcilier les informations données par le logiciel sur les dépenses du FIDA (1.999 millions FCFA) avec la situation de l'état des dépenses FIDA établi par la mission à partir des informations du LGS FIDA.	Comptable PRODER 3	31/12/2012
Transmettre une requête de réallocation des fonds au FIDA et préparer une DRF de réapprovisionnement du CD	Comptable PRODER 3	31/12/2012
Etablir une DRF de remboursement du préfinancement Etat pour les dépenses OFID d'un montant de 166 millions FCFA (correspondant au préfinancement par l'Etat de l'avance de démarrage sur les contrats relatifs aux pistes rurales et les ouvrages de franchissement)	Comptable PRODER 3	31/12/2012
Etablir une DRF de remboursement du préfinancement Etat des dépenses FIDA de 152 millions FCFA (après confirmation du montant à l'issue des travaux de contrôle et de rapprochement)	Comptable PRODER 3	31/12/2012
Procéder à l'archivage de l'ensemble des documents de passation des marchés, à la mise jour du registre des contrats et au recrutement du spécialiste en PM	UCP MAE	Immédiatement

### Etat de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission

Recommandation	Échéance	Niveau de réalisation			Observations
		RE	RP	NR	
Composante: Appui à la Relance de la Production Agricole					
Accompagner les GIEC dans l'élaboration d'une stratégie pour la gestion des boutures et la diffusion dans les champs individuels.	Immédiat		X		Elaboration des fiches de distribution de boutures et distribution de boutures aux ménages (département de la Sangha) lors du bouturage réalisé en juin.
Réaliser un plan opérationnel de la convention avec le CERAG sur la programmation et la diffusion des vitro plants en relation avec le calendrier cultural des paysans	Immédiat	X			
Signer sans délais la convention avec le CRAL et élaborer un plan opérationnel pour la production et la diffusion de semences	Immédiat	X			
Apprêter un nouvel échantillon de variété locale d'igname à partir de Gamboma, et remblayer les parcelles dans la Likouala et la sangha en début de saison	Juillet			X	Après le passage de la mission de supervision, l'on a constaté que le taux de germination de la variété locale avoisine les 70 %. Récolte de la variété bété-bété dans les départements de la Sangha et du Pool, planting dans le département de la Sangha.
Discuter avec ARREC et envisager un partenariat sur la production de banane dans la Likouala	1er semestre 2012	X			
Elaborer un plan d'opération élevage y compris la faisabilité de l'élevage dans la sangha et la Likouala	Immédiat	X			
Total		4	1	1	
%		66,67%	16,67%	16,67 %	

<b>Composante : Renforcement des capacités</b>					
Convenir avec les DDA et CSA, d'un calendrier mensuel avec des indicateurs précis, pour un suivi effectif des GIEC	Immédiat		X		Elaboration et remise de la fiche regroupant les indicateurs à rechercher pour chaque activité.
Distribuer le matériel aratoire dans la Likouala et anticiper les commandes pour les 25 GIEC qui seront formés en 2012.	avr-12	X			
Dispenser les formations en organisation et gestion des OP aux GIEC	Immédiat		X		Formation des formateurs par l'INADES du 09 au 19 mai, contractualisation de la CNOP et tenue de la formation dans les 5 districts du département du Pool pour l'année 2012.

Anticiper le retrait du PNUD et mettre en place un plus grand turn-over	Immédiat		X		Discussion du rapport envoyé par le PNUD, tenue d'une séance de travail avec les animateurs du PRESJAR et mise à la disposition du PRESJAR de la fiche traduisant les préoccupations du PRODRE 3.
Clarifier avec le conseil départemental de la Likouala, le statut des magasins de la DDA et construire dans le cas échéant un hangar d'entreposage				X	
Mettre en place en concertation avec la DDAS et la FIPAC, 11 GIEC ciblant les peuples autochtones	Immédiat	X			
Finaliser et signer les protocoles 2012 avec DDA/CSA/DDE.	Immédiat	X			
Baser l'établissement des contrats avec les prestataires de services sur des termes de références détaillés (plan d'action, indicateurs de performances), qui devront être soumis à la NO du FIDA	Continue	X			
Tenir un cahier de chantier sur les sites des travaux de construction ou d'aménagement	Immédiat	X			
Inviter le contrôle, la DDC, à diligenter la certification des décomptes des entreprises et à et procéder au paiement des décomptes reçus dans un délai maximum de cinq jours ouvrés afin de permettre aux PME d'achever les travaux dans le délai de mi-avril 2012 et à faire remédier aux malfaçons constatées à la Likouala avant la recette définitive des travaux.	Immédiat	X			
<b>Total</b>		6	3	1	
<b>%</b>		60%	30%	10%	

#### Composante : Accès aux bassins de production

Dans les DAO concernant les travaux et les études, il est recommandé de systématiser les visites de sites qui devront être sanctionnées par une attestation de visite qui demeurera un critère de rejet des offres.	Immédiat	X			
Constituer des lots de travaux qui tiennent compte de la capacité d'intervention des PME/ONG à réaliser dans un délai maximum de trois mois et veiller à ce qu'une entreprise ne soit adjudicataire de plus de deux lots.	Immédiat	X			
Introduire dans les critères d'évaluation des offres financières, une clause qui écarte les offres anormalement basses et celles anormalement hautes	Immédiat	X			
Saisir les autorités administratives de la Sangha afin qu'elles négocient avec l'entreprise IFO la possibilité d'aménager en totalité l'axe Attention-Lengwé	30-avr-12	X			
Elaborer un programme complémentaire dans le cadre de l'accès aux bassins de production pour le département de la Likouala à soumettre au FIDA	30-avr-12	X			
Organiser les ateliers de validation des itinéraires à réhabiliter dans les trois départements	15-avr-12	X			
Veiller au respect du calendrier de mise en œuvre de la deuxième tranche de la composante conformément au planning établi.	Permanent	X			
Conclure avec la DDTP Likouala une convention de prestations de service pour la réalisation des études techniques de pistes et d'ouvrages d'art ainsi que l'élaboration des dossiers d'appel d'offres correspondants.	15-avr-12	X			
<b>Total</b>		8	0	0	

%		100%	0	0	
<b>Composante : Coordination et gestion du projet</b>					
Finaliser au plus tôt le rapport d'activités 2011 et le PTBA 2012 et l'envoyer au FIDA et au Gouvernement.	31-mars-12	X			
Actualiser et remplir la fiche RIMS 2011 et le transmettre au FIDA	31-mars-12	X			
Organiser un atelier d'élaboration d'un manuel de S&E interne en attendant le consultant international.	Immédiat		X		Manuel en cours d'élaboration (phase de détermination du mode de collecte des données et de la périodicité).
Reconstituer les données du S&E de 2009, 2010, 2011 et renseigner les indicateurs SYGRI 2011 en prenant en compte dès à présent les indicateurs de 2ème niveau.	Immédiat	X			
Sécuriser les données de S&E	Immédiat		X		
Instituer des rencontres trimestriels de bilan programmation des activités au niveau de l'UCP et mensuel au niveau des facilitateurs (UCP avec les responsables des composantes, les facilitateurs, les aides comptables)	Permanent		X		
Mettre à jour et corriger la comptabilité avant d'établir les états financiers, à transmettre, sur la base du « Spécimens d'États Financiers » FIDA, dont le canevas a été remis au PRODER 3. Le Projet devra en outre, joindre aux états financiers la situation sur l'exécution du PPM 2010.	mars-12		X		
Préfinancer le budget de fonctionnement des CSA mais que leur rémunération soit conditionnée par le niveau de réalisation des objectifs mensuels assignés. Concernant les activités d'investissement, la mission Recommande que les mises à dispositions de fonds se fassent graduellement, sur la base d'une programmation trimestrielle des activités, en collaboration avec le RARPA			X		
Rationaliser les dépenses de fonctionnement jusqu'à la RMP, qui fera une proposition de réallocation	Immédiat		X		
Etablir une DRF de remboursement (Procédure IV) afin les préfinancements accordés par le gouvernement soit régularisé par le FIDA	31-mars-12		X		
Mettre à jour la comptabilité du PRODER 3 afin de disposer de chiffres fiables sur l'exécution financière du Projet depuis 2009	Immédiat		X		Correction des erreurs de la comptabilité de 2009 réalisée et la mise à jour en cours.
Recruter un Expert en passation de marché en tant que prestataire de service, qui sera chargé de planifier, exécuter et suivre les passations de marché au niveau des deux PRODER	Immédiat			X	
Respecter le chronogramme défini avec la mission d'appui de novembre 2011, dans la préparation des comptes et l'élaboration des états financiers dans le cadre de l'audit des comptes 2011	Immédiat	X			
Mettre en place un site internet du programme pays en lien avec les sites des autres projets FIDA	Immédiat			X	
Documenter et publier en relation avec le responsable de la composante appui à la production et du renforcement des capacités, les actions d'apprentissage sur la multiplication des boutures et mini sets des GIEC.	Immédiat		X		
Réaliser une mission d'échange au projet PPILDA au Niger (très avancé en matière de gestion de savoir afin de mieux s'imprégner sur le concept et la démarche méthodologie)	oct-12			X	
Introduire l'innovation sur la transformation : Le four Djilimo au Cameroun	déc-12			X	
<b>Total</b>		4	9	4	
%		23,53%	52,94%	23,53%	

**Appendice 3: Questions financières: exécution effective des obligations de financement  
par source de financement et par composante;  
décaissements par catégorie**

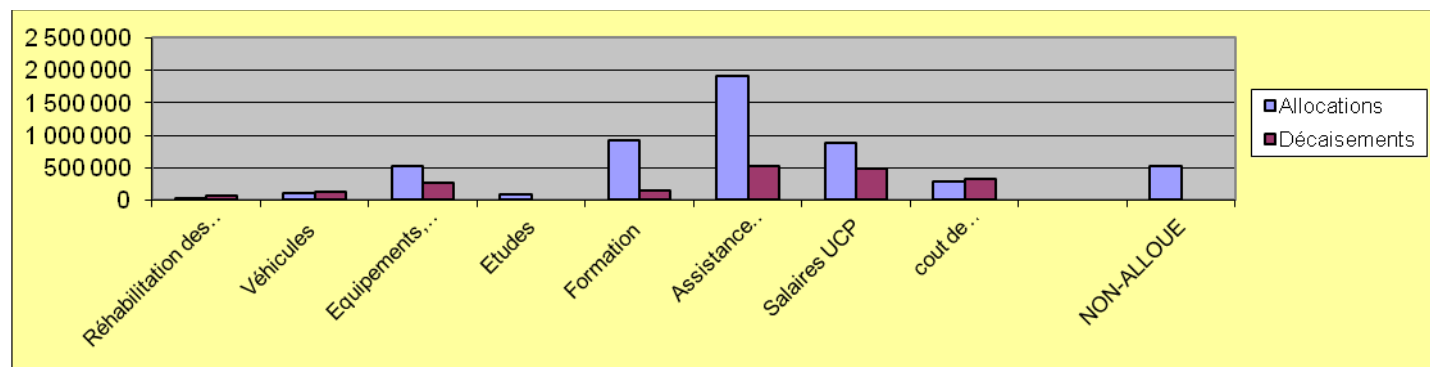
**Tableau 1A: Décaissement par source de financement**

Source de financement	Approbation (en milliers de USD)	Réalizations Financières (en milliers de USD)	Réal Fin en pourcentage
Don du FIDA	8570	3935	46%
Prêt OFID	7000	0	0%
Gouvernement	2886	2000	69%
Bénéficiaires	214	0	0%
<b>Total</b>	<b>18.670</b>	<b>5935</b>	<b>31%</b>

**Tableau 1C: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS, au 24/11/2012)**

Description	Allocations	Décaissements	DRF en traitement	Total	Solde	%tage
	en DTS	Cumulatifs en DTS	reliquat DRF n°19 et 20	En DTS	en DTS	Décais.
ADVANCE OF FUNDS - AUTHORIZED ALLOCATION		650 993		650 993,25	- 650 993,25	
Réhabilitation des locaux de la DDE et de la DDA	30 000	34 294	28 278	62 573	-32 573	208,58%
Véhicules	110 000	117 778		117 778	-7 778	107,07%
Equipements, Matériels, Intrants Agricoles	520 000	269 797		269 797	250 203	51,88%
Etudes	80 000	0		0	80 000	0,00%
Formation	920 000	139 129		139 129	780 871	15,12%
Assistance Technique, Contrats et Conventions	1 910 000	520 517		520 517	1 389 483	27,25%
Salaires UCP	880 000	482 323		482 323	-202 323	172,26%
cout de fonctionnement	280 000	310 901	10 577	321 477	-321 477	
NON-ALLOUE	520 000				520 000	
<b>TOTAUX</b>	<b>5 250 000</b>	<b>2 525 732</b>	<b>38 855</b>	<b>2 564 587</b>	<b>1 805 413</b>	<b>48,85%</b>

**Figure 1: Décaissement au titre du Don FIDA: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs**



#### Appendice 4 - Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
<b>Section 3.05</b>	L'UGP doit ouvrir et administrer un compte spécial en F CFA pour le prêt et un compte spécial en Euro pour le Don. Le gouvernement doit faire un versement initial de représentant l'équivalent de 435.000 USD	Inscription des besoins du programme au PIP annuel	Des inscriptions annuelles sont faites et la mobilisation jusqu'en 2011.	Le compte de contrepartie est créditeur de 324 M FCFA au 30/12/2011.
<b>Section 3.05</b>	Le gouvernement doit reconstituer le compte du programme par versements annuel, à l'avance	Inscription par tranche annuelle	Le montant inscrit en 2011 été mobilisés au 31/12/2011	200 Millions FCFA ont été déjà mobilisé au titre de la dotation 2012. Une seconde tranche de 200 millions FCFA est en cours de mobilisation
<b>Section 3.06</b>	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux procédures énoncées à l'appendice 3	Préoccupation permanente	Les avis de non objection du FIDA ont toujours été requis ;	Il importe d'améliorer le processus d'évaluation et d'adjudication des marchés en vérifiant mieux la qualité des soumissionnaires et leur garantie financière. Par ailleurs, le rapport d'adjudication provisoire est systématiquement signé par la commission d'évaluation et non la sous-commission technique en charge de l'évaluation technique.
<b>Section 4.04</b>	Les polices d'assurance couvrant les véhicules, le matériel et les travaux de génie civil financés au moyen du produit du prêt doivent être conformes à de saines pratiques commerciales	Préoccupation permanente	les véhicules ont été assurés auprès d'une compagnie d'assurance agréée.	Les primes d'assurance sont annuelles et seront renouvelées chaque année
<b>Section 5.02</b>	Présentation du rapport d'audit au FIDA 2011	30 juin 2012	L'audit des comptes 2011 a été réalisé et le rapport a été transmis au FIDA	L'auditeur TATES&ASSOCIES n'a pas certifié les comptes du Projet et a recommandé une reprise de la comptabilité du Projet depuis 2009.
<b>Section 4.02</b>	Présentation au FIDA, tous les six mois, de rapports sur l'avancement des activités	Préoccupation permanente	Le rapport d'activités du 1 <sup>er</sup> semestre 2012 était disponible pendant la mission	Les rapports d'activités semestriels sont faits et soumis
<b>Section 3.02</b>	Le PTBA doit être soumis au FIDA pour examen et observations	Préoccupation permanente	Le processus d'élaboration du PTBA 2013 n'a pas encore démarré	Le PRODER 3 devra dans les meilleurs délais prendre les dispositions pour démarrer l'ébauche du PTBA 2013 à transmettre au CPM pour observation.
<b>Section 4.03</b>	Un examen à mi-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	Courant 2013	Les études et enquêtes de référence à mi-parcours sont à réaliser et à produire.	effectuer les études de références en avril 2013 afin de tenir la RMP en juin 2013.

## **Annexe 1 A: Tableau d'Analyse des ECD**

### **DRF 14**

Catégorie de Dépenses	Intitulé de la Dépense	Montant	Commentaires
VI.b	Cout de fonctionnement	7.364.130	Demander en remboursement 85%TTC au lieu de 100% TTC

### **DRF 16**

Catégorie de Dépenses	Intitulé de la Dépense	Montant	Commentaires
VI.b	Cout de fonctionnement	13.815.243	Demander en remboursement 85%TTC au lieu de 100% TTC

### **DRF 18**

Catégorie de Dépenses	Intitulé de la Dépense	Montant	Commentaires
VI.b	Cout de fonctionnement	7.295.576	Demander en remboursement 85%TTC au lieu de 100% TTC
VI.b	Paramétrage Logiciel TOMPRO	2.164.658	A imputer sur la catégorie V « Assistance Technique » au lieu de Fonctionnement

### **DRF 19**

Catégorie de Dépenses	Intitulé de la Dépense	Montant	Commentaires
VI.b	Cout de fonctionnement	2.236.640	Demander en remboursement 85%TTC au lieu de 100% TTC



**Annexe 1 B: Tableau de la Situation des dépenses de la catégorie IVa) demandées en remboursement au FIDA à la catégorie V**

PRESTATAIRES	NATURE DE LA PRESTATION	DATE PAIEMENT	REF COMPTABLE	MONTANT	DRF	CATEG/DRF
	<b>ENQUETES SOCIO ECONOMIQUES</b>					
SEP DEVELOPPEMENT	ACOMPTE HONORAIRES CONTRAT 56	24/12/2010	BF1210/05	4 282 500	12	5
SEP DEVELOPPEMENT	2EME TRANCHE DES HONORAIRES	26/07/2011	BF0711/036	4 968 750	15	5
SEP DEVELOPPEMENT	3EME TRANCHE DES HONORAIRES	16/09/2011	BF0911/009	4 968 750	16	5
SEP DEVELOPPEMENT	FRAIS DE RAPPORT	26/07/2011	BF0711/035	280 000	15	5
		<b>Sous-total</b>	<b>14 500 000</b>			
	<b>ENQUETES ANTHROPOMETRIQUES</b>					
MASSAMBA JEAN PIERRE	AVANCE DE DEMARRAGE DES ENQUETES CONTRAT 57	24/12/2010	BF1210/046	9 730 000	12	5
MASSAMBA JEAN PIERRE	FRAIS D'ENQUETE	14/04/2011	BF0411/025	750 000	14	5
MASSAMBA JEAN PIERRE	2EM TRANCHE D'HONORAIRES	21/04/2011	BF0411/033	2 250 000	14	5
MASSAMBA JEAN PIERRE	3EM TRANCHE D'HONORAIRES	26/07/2011	BF0711/038	2 250 000		
		<b>Sous-total</b>	<b>14 980 000</b>			
	<b>ETUDES SUR INTRODUCTION DE LA CULTURE D'IGNAME</b>					
ADAKO MOUDIONGUI	FRAIS DE SEJOUR POUR INTRODUCTION IGNAME CONTRAT 27	31/10/2011	BF1011/057	1 800 900	16	5
ADAKO MOUDIONGUI	HONORAIRES S/CONTRAT 27	06/02/2012	BF0212/009	5 250 000	18	5
ADAKO MOUDIONGUI						
		<b>Sous-total</b>	<b>7 050 900</b>			
	<b>EVALUATION DES VARIETES AMELIOREES DE MANIOC INTRODUITES DANS LA ZONE DU PROJET</b>					
MVILA CLAUDE ARMAND	FRAIS DE SEJOUR ET DEPLACEMENT/CONTRAT 116	03/10/2011	BF1011/04	2 001 000	16	5
MVILA CLAUDE ARMAND	1ERE TRANCHE HONORAIRES S/CONTRAT 116	30/12/2011	BE1211/028	1 406 250	20	5
MVILA CLAUDE ARMAND	SOLDE DES HONORAIRES S/CONTRAT 116	24/01/2012	BE0112/007	1 406 250	18	5
		<b>Sous-total</b>	<b>4 813 500</b>			
	<b>TOTAL</b>			<b>41 344 400</b>		

## Annexe 2 : EXECUTION FINANCIERE COMPOSANTE/CATEGORIE DON FIDA

			Appui à la relance de la production agricole			Renforcement des capacités		Accès aux bassins de production		Coordination et gestion du projet			
Cat		TOTAL Euros	Euro			Euro		Euro		Euro		TOTAL 000 USD	
Réhabilitation des locaux de la DDE / DDA	1	75 643	0			0			0		75 643		96 405,80
Véhicules	2	139 262	0			0			0		139 262		176 179,99
Equipements, matériel & intrants agricoles	3	374 714	166 851			32 986			0		174 877		491 921,46
Formation & Etudes : Etudes	4.a	19 894	0			19 894			0		0		26 776,65
Formation & Etudes : Formation	4.b	188 096	6 582			164 044			0		17 470		250 915,22
Assistance Technique, Contrat & Conventions	5	976 880	310 102			522 672			0		144 106		1 304 595,76
Salaires & Coûts de Fonctionnement : Salaires	6.a	675 904	800			0			0		675 104		890 633,06
Salaires & Coûts de Fonctionnement : Coûts de Fonctionnement	6.b	443 248	0			3 276			2 336		437 636		587 514,71
TOTAL		2 893 640.870	484 335	16,74%		742 871	25,67%		2 336	0,08%	1 664 099	57,51%	3 824 942.659

### ANNEXE 3 : TABLEAU DE REALLOCATION DES RESSOURCES FIDA

CATEGORIE		ALLOUE	DEBOURSE (cf Status Of Fund du FIDA) DECAISSEMENTS au 19 Novembre 2012		TOTAL ENGAGEMENTS EFFECTIFS au 24/11/2012		%	ENG PREV DEC 2012		ENG PREV JANV-JUIN 2013		TOTAL ENGAGE MENTS PRODER 3 RMP	BESOIN EN FINANCEME NT SUPLEMEN TAIRE	REALLOCATI ON DES RESSOURC ES	REALLOCATI ON REAJUSTES
		DTS	DTS	%	DTS	FCFA		DTS	FCFA	DTS	FCFA	DTS	DTS	DTS	DTS
I	REHABILITATION DES LOCAUX DE LA DDA/DDE	30 000	34 294	114%	71 167		237%					71 167	41 167	71 167	85 000
II	VEHICULE	110 000	117 778	107%	117 778		107%					117 778	7 778	117 778	120 000
III	EQUIPEMENT,MATERIE L & INTRANTS AGRICOLAS	520 000	269 797	52%	313 991		60%	98 142	77 216 400	14 148	11 131 250	426 281	0	520 000	520 000
IV. a	FORMATION ET ETUDES:ETUDES	80 000		0%	0		0%		0	2 754	2 166 650	2 754	0	80 000	80 000
IV. b	FORMATION ET ETUDES:FORMATION	920 000	139 129	15%	267 881		29%	17 827	14 026 000	174 633	137 398 000	460 341	0	920 000	920 000
V	ASSISTANCE TECHNIQUE,CONTRAT S ET CONVENTIONS	1 910 000	520 517	27%	863 878		45%	49 597	39 022 000	249 497	196 299 850	1 162 973	0	1 910 000	1 910 000
VI. a	SALAIRES ET COUTS DE FONCTIONNEMENT: SALAIRES	880 000	482 323	55%	575 068		65%			80 901	63 651 000	655 968	0	880 000	880 000
VI. b	SALAIRES ET COUTS DE FONCTIONNEMENT:CO UTS DE FONCTIONNEMENT	280 000	310 901	111%	467 791		167%			48 044	37 800 000	515 835	235 835	515 835	520 000
VII	NON-ALLOUE	520 000			0		0%							235 220	215 000
	Avance initiale		650 993												

		TOTAUX	5 250 000	2 525 732	48%		2 677 554	0	51%	165 566	130 264 400	569 977	448 446 750	3 413 096	284 780	5 250 000	5 250 000

#### Annexe 4 : ETAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE DESIGNE (COMPTE SPECIAL)

1.	MONTANT TOTAL AVANCE PAR LE FIDA		EURO	700 000,00
2.	MOINS MONTANT TOTAL RECOUVRE PAR LE FIDA		- EURO	0,00
3.	EGAL ENCOURS ACTUEL DE LA SOMME AVANCEE			
	COMPTE SPECIAL (1-2)		EURO	700 000,00
4.	SOLDE DU COMPTE SPECIAL A ECO BANK A LA DATE DU	31-oct-12	EURO	120 827,11
	SELON LE RELEVÉ BANCAIRE CI- JOINT:			
5.	PLUS SOLDE DU SOUS-COMPTE DES OPERATIONS DU SIEGE AU	31-oct-12	EURO	56 046,48
	PLUS SOLDE DU SOUS-COMPTE DES OPERATIONS DE LA LIKOUALA AU	31-oct-12	EURO	13 239,60
	PLUS SOLDE DU SOUS-COMPTE DES OPERATIONS DU POOL AU	31-oct-12	EURO	4 642,64
	PLUS SOLDE DU SOUS-COMPTE DES OPERATIONS DE LA SANGHA AU	31-juil-12	EURO	3 141,83
			<b>Soustrait de</b>	
			<b>5.1</b>	
			<b>EURO</b>	<b>77 070,55</b>
	PLUS MONTANT EN ESPECE DE LA CAISSE DU SIEGE A LA DATE DU	31-oct-12	EURO	535,98
	PLUS MONTANT EN ESPECE DE LA CAISSE DU BUREAU DE LIAISON AU	31-oct-12	EURO	2,33
	PLUS MONTANT EN ESPECE DE LA CAISSE DE LA LIKOUALA AU	31-oct-12	EURO	996,94
	PLUS MONTANT EN ESPECE DE LA CAISSE DU POOL AU	31-oct-12	EURO	199,84
	PLUS MONTANT EN ESPECE DE LA CAISSE DE LA SANGHA AU	31-juil-12	EURO	638,27
			<b>Soustrait de</b>	
			<b>5.2</b>	
			<b>EURO</b>	<b>2 373,36</b>
	<b>TOTAL DU COMPTE SPECIAL, COMPTES</b>			
	<b>DES OPERATIONS ET ARGENT EN MAIN ( 4+5 )</b>		<b>=</b>	
			<b>EURO</b>	<b>200 271,02</b>
6.	PLUS: MONTANT DES DEPENSES ADMISSIBLES JUSTIFIEES DANS			
	CETTE DEMANDE DRF JOINTE NUMERO		<b>+</b>	
			<b>EURO</b>	
7.	PLUS: MONTANT PAYE DU COMPTE SPECIAL ,COMPTE D' OPERATIONS			
	MAIS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ DEMANDE			



## Appendice 5. Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Composante/ Sous-composante ou produit		Indicateur	Unité	Période : 1er janvier au 31 décembre 2012			Total effectif cumulé	Objecti f lors de la prééval uation	
				PTBA	Chiffre s effectif s	%			
Composante 1 : Appui à la relance de la production agricole			27% des activités ont été réalisées entièrement, 73% des activités réalisées partiellement et 9% des activités non réalisées.						
	Préparation et suivi d'un plan d'opération dans le cadre de la diffusion des boutures saines de manioc	Rapport ou Plan d'action	Nombre	-	-	-	1	1	100
	Evaluation des clones par des tests pour la diffusion des boutures de manioc ;	Test réalisé dans les parcs à bois	Nombre	11	9	82	9	ND	-
	Production et sevrage des vitro plants	Vitroplant	Nombre	7500	-	-	-	-	-
	Production	Vitroplant	Nombre	7500	7500	100	7500	15 000	50
	Sevrage	Vitroplant	Nombre	7500	0	0	0	0	0
	Mise en place des groupements	Groupeement	Nombre	89	78	90	253	250	101
	Installation des parcs à bois	Parc à bois	Nombre	109	78	72	187	282	70
	Diversification des cultures			10 ha					
	- maïs	Production	Tonne	2	0	0	2 ha	32 ha	12,5
	- arachide	Production	Tonne	1	0	0	2 ha		
	- soja	Production	Tonne	1	1	-	2 ha		
	- igname	Superficie	ha	1	1	-	ND		
	- banane	Rapport d'étude	Nombre	1	1	-	2 ha		
	Appui à l'élevage ovin/caprin et avicole								
	- élaboration plan repeuplement ovin et caprin	-Rapport d'étude	Nombre	1	1	100	1	ND	-
	-Peuplement des élevages	-Cheptel animaux achetés	Nombre	620	300	48	300	5 000	6
	- Vaccination contre la PPR	-Cheptel ovins et caprins	Nombre	0	10 681	-	10 681	10 000	107

- mise à la disposition des GIEC d'éleveurs des géniteurs améliorés de la volaille (Coquelets: 135 et Poules : 990)	-Sujets	Nombre	360	1125	312	1125	12 420	9
Achat d'un camion de transport de boutures de manioc afin de palier à toutes les difficultés liées aux mouvements du matériel végétal ;	Véhicule ou camion de transport	Nombre	1	0	0	0	1	0
Atelier de formation des agents DDA/CSA sur la mise en place des GIEC	Représentants du gouvernement ou fonctionnaires formés	Nombre	-	-	-	35	ND	-
Mise en œuvre de la convention avec les DDA pour le suivi rapproché des actions mises en œuvre dans sa circonscription administrative ;	Conventions signées et exécutées	Nombre	29	20	67	47	ND	-
Poursuite de la mise en œuvre de la convention avec le CERAG pour la production des vitro plants pour la diffusion des boutures saines de manioc ;	Conventions signées et exécutées	Nombre	1	1	100	1	1	100
Mise en œuvre de la convention de partenariat avec le CRAL pour la multiplication des semences de maïs, d'arachide, de soja et de haricot ;	Conventions signées et exécutées	Nombre	2	1	50	1	1	100
Elaboration plan d'action pour le repeuplement ovin et caprin dans l'appui au métayage en élevage;	Rapport ou Plan d'action sur la reconstitution du Cheptel	Nombre	1	0,75	75	0,75	1	75
<b>Composante 2 : Renforcement des capacités</b>		<b>55% des activités ont été réalisées entièrement, 36% des activités réalisées partiellement et 9% des activités non réalisées.</b>						
Formation technique des paysans membres des GIEC ; (technique commerciale, organisation paysanne, et gestion dans 250 groupements)	Personnes formées aux méthodes et techniques agricoles	Nombre	696	1440	207	2704	5 000	54
Appui à la commercialisation (Etude de filière)	Rapport sur l'étude de filière	Nombre	1	0	0	0	1	0
Recrutement des consultants pour la mise en place des outils pédagogiques pour formation et animation ;	Personnes formées aux méthodes et techniques	Nombre	3	2	67	2	4	50



		agricoles							
	Formation des formateurs des leaders des organisations paysannes ;	Personnes formées aux méthodes et techniques agricoles	Nombre	261	25	10	25	50	50
	Organisations paysannes (OP) renforcées	Membres des OP	Nombre	0	12	-	73	250	30
	Atelier de concertation, planification et évaluation	Ateliers	Nombre	6	3	50	6	30	20
	Acquisition et distribution des Kits de transformation	Kits remis aux GIEC	Nombre	20	0	0	0	20	0
	Formation d'une ONGD et des paysans leaders en OP	Recrutement d'un consultant	Nombre	1	1	100	1	1	100
		Recrutement et formation d'une ONGD	Nombre	1	1	100	1	1	100
		Formation des leaders GIEC		120	115	95	115	250	46
	Identification et installation des animateurs relais	Animateur	Nombre	34	6	18	12	160	8
	Formation des animateurs relais et d'autres membres des GIEC en production végétale et animale	Animateur	Nombre	34	12	94	104	160	65
		Autre membre	Nombre	77	92				
	Formation des cadres DDA/DDE en production végétale et animale	Agents DDA/DDE	Nombre	15	11	73	32	70	45
	Poursuite de la réhabilitation des bureaux des DDA/DDE du Pool et de la Sangha	Bâtiment réhabilité	Nombre	3	2	66	2	3	66
	Appui aux personnes vulnérables (peuple autochtone et jeunes à risque)	Peuple autochtone	Nombre	0	0	0	0	100	0
		Jeunes à risques	Nombre	0	734	-	936	3 000	34
	Formation des animateurs paysans ;	Personnes formées aux méthodes et techniques agricoles	Nombre	30	0	0	0	ND	-
	Réhabilitation des bureaux des directions départementales de l'agriculture et de l'élevage de la Likouala, pool et Sangha.	Autres infrastructures remises en état	Nombre	3	1	33	1	3	33

Equipements en mobilier de bureau pour les équipes de facilitateurs/DDA/DDE	Bureaux équipés	Nombre	3	3	<b>100</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>100</b>
Equipements en pirogue pour les équipes de facilitateurs/DDA/DDE	pirogues	Nombre	2	1	<b>50</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>50</b>
Elaboration du plan d'action pour les peuples autochtones	Rapport sur le plan d'action	Nombre	1	1	<b>100</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>100</b>

Composante 3 : Accès aux bassins de production			40% des activités ont été réalisées entièrement, 40% des activités réalisées partiellement et 20% des activités non réalisées						
	Etudes techniques (en Km) pour la réhabilitation des pistes	Rapport	Nombre	100	77	0	77	100	0
	Etudes techniques (Nombre d'ouvrage) pour la réhabilitation des pistes	Rapport	Nombre	60	34	0	0	60	0
	Etudes de pistes/linéaire des points critiques réhabilitées	Km de piste	Nombre	17	0	0	0	100	0
	Etudes voies navigables	Rapport	Km	100	0	0	0	100	0
	Réhabilitation des pistes	Km de piste	Nombre	0	0	0	0	300	0
	Construction des ouvrages de franchissement	Infrastructures construites		14	0	0	0	60	0
Composante 4 : Coordination, communication, gestion des connaissances			34% des activités ont été réalisées entièrement, 33% des activités réalisées partiellement et 33% des activités non réalisées						
	Enquête d'effet sur les changements intervenus en milieu paysan	Rapport d'étude	Nombre	1	1	100	1	1	100
	Réalisation d'un audit externe	Rapport d'étude	Nombre	1	1	100	1	1	100
	Préparation du PTBA 2013	Elaboration du PTBA 2013	Nombre	1	1	100	1	1	100
	Appui aux institutions nationales pour le suivi des activités	Rapport de suivi	Nombre	2	0	0	0	1	0
	Organisation du Comité de Pilotage	Session	Nombre	1	0	0	0	1	0
	Requalification de la comptabilité	Rapport d'étude	Nombre	1	0,5	50	1	ND	-
	Collecte et archivage du fond documentaire des PRODER	Rapport d'étude	Nombre	1	0,75	75	0,75	1	75
	Production et diffusion des émissions sur les radios locales et nationales	Emission	Nombre	180	120	66	307	ND	-
	Etude d'implantation de la radio communautaire du Pool Nord	Rapport d'étude	Nombre	1	1	100	1	ND	-
	Production de supports de communication, radio	Documentaire	Nombre	2	0	0	0	1	0

communautaire du Pool Nord									
Documentaires et la couverture médiatique	Couverture médiatique	Nombre	10	3	<b>30</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>30</b>	
Fabrication des supports de communication	Panneaux	Pièce	3	2	<b>66</b>	<b>351</b>	<b>ND</b>	-	
	Plaque	Pièce	3	2	<b>66</b>	<b>370</b>	<b>ND</b>	-	
	Tee-shirt	Pièce	1000	1 000	<b>100</b>	<b>1100</b>	<b>ND</b>	-	
	Gilet	Pièce	100	100	<b>100</b>	<b>150</b>	<b>ND</b>	-	
Poursuite de la formation du personnel	Rapport	Nombre	11	1	<b>9</b>	<b>368</b>	<b>ND</b>	-	
Rémunération du personnel	Personnes rémunérées	Nombre	20	20	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>ND</b>	-	
Déplacement du personnel	Mission	Nombre	120	32	<b>27</b>	<b>50</b>	<b>2810</b>	<b>4</b>	
Fourniture pour le fonctionnement et entretien	Lots	Nombre	12	12	<b>100</b>	<b>14</b>	<b>ND</b>	-	
Contribution au fonctionnement du bureau de liaison	Appui financier	Nombre	1	1	<b>100</b>	<b>3</b>	<b>ND</b>	-	
Etude pour la mise en place du système de Suivi – Evaluation	Rapport	Nombre	2	0	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	
Appui au MAE et suivi par les institutions nationales	Mission de terrain	Nombre	2	2	<b>100</b>	<b>4</b>	<b>12</b>	<b>33</b>	
Finalisation de l'enquête de référence socio-économique	Rapport	Nombre	1	1	<b>100</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>33</b>	
Finalisation de l'enquête anthropométrique	Rapport	Nombre	1	1	<b>100</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>33</b>	
Session de retraite pour la préparation PTBA	Session	Nombre	1	1	<b>100</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>16</b>	
Organisation des ateliers d'échanges des paysans	Atelier	Nombre	12	1	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>ND</b>	-	
Mise en place des cadres de concertation	Atelier	Nombre	6	3	<b>50</b>	<b>4</b>	<b>ND</b>	-	
Organisation des retraites des cadres	Session	Nombre	1	0	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	
Publication des feuillets	Feuillets	Nombre				<b>1000</b>	<b>ND</b>	-	
Publication des bulletins	Bulletin	Nombre	5	3	<b>60</b>	<b>4</b>	<b>24</b>	<b>16</b>	
Réalisation d'une étude pour la mise en place d'un système d'information sur les marchés et les prix (SIM)	Rapport	Nombre	1	0	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	
Réalisation d'une étude de faisabilité sur les kiosques d'information	Rapport	Nombre	1	0	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	
Production des documentaires sur les activités du projet	Emissions	Nombre	2	1	<b>50</b>	<b>1</b>	<b>ND</b>	-	
Couvertures médiatiques des activités du projet	Emissions	Nombre	10	1	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>ND</b>	-	

## Appendice 6. Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
<b>Objectif du Projet</b>			
Améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales pauvres	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Index des biens des ménages (RIMS)</li> <li>- Niveau de sécurité alimentaire des groupes cibles</li> <li>- Situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours</li> <li>- Rapport d'évaluation d'impact de fin du projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Situation sécuritaire stable spécialement dans le Pool</li> <li>- Perturbation sociale dans le sangha</li> <li>- Enclavement de la Likouala</li> </ul>
<b>COMPOSANTE 1 : APPUI À LA RELANDE DE LA PRODUCTION AGRICOLE</b>			
Objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accroître la production et la productivité</li> <li>- Améliorer les revenus des groupes cibles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Production (15 000 tonnes supplémentaires) et revenu (au moins + 20%) des bénéficiaires (20 000 ménages)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de S-E du projet</li> <li>- Rapports du MAE, MPMC, MEF</li> <li>- Enquêtes qualitatives d'impact</li> <li>- Revue à mi-parcours</li> <li>- Rapports d'achèvement et d'évaluation finaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evolution favorable des marchés et des prix des produits agricoles, animaux et halieutiques</li> </ul>
<b>Réalisation 1.1.</b> Production, multiplication et diffusion des semences améliorées et boutures saines assurées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 009 paysans impliqués; Semences améliorées et boutures saines produites et distribuées avec :</li> <li>- 4 765 impliqués pour les boutures saines de manioc dont 49% de femmes et 244 impliqués pour l'igname dont 42% de femmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport de RARPA</li> <li>- Rapport synthèse S&amp;E</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité du matériel de plantation de base</li> <li>- Engagement des producteurs et renforcement de leurs corporations</li> </ul>
<b>Produit 1.1.1 :</b> Pépinières et parc à bois sont installés <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan d'opération disponible</li> <li>- Pépinières et parcs à bois de district mises en place</li> <li>- Parcs à bois de village mis en place</li> <li>- Boutures saines et plants mis à disposition des bénéficiaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 plans d'opération sont disponibles</li> <li>- 297 groupements impliqués dont 253 en manioc, 9 en igname, 5 en bananier et 20 GIEC autochtones identifiés,</li> <li>- 3 pépinières de district sont installées pour le bananier, 9 pépinières igname</li> <li>- 187 parcs à bois manioc dans la zone de projet</li> <li>- Plus de 18 millions de boutures produites et 10% distribuées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport de RARPA</li> <li>- Rapport synthèse S&amp;E</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le matériel végétal de bonne qualité est disponible</li> <li>- Diversification et appropriation des itinéraires techniques par les producteurs (particulièrement pour l'igname)</li> <li>- Efficacité du système de diffusion des boutures et aussi de l'igname</li> </ul>

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
<b>Produit 1.1.2 :</b> Multiplication de semences : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Semences de qualité sont disponibles</li> <li>- Formation des groupements</li> <li>- Mise en place des champs de multiplication des semences</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 tonnes de haricot sont récoltées et diffusées et 1 tonne de maïs et 1 tonne d'arachide sont à maturité</li> <li>- 7 500 vitro plants de manioc sont en cours d'assainissement</li> <li>- 1 500 kg des semences d'igname produites ont été distribuées à 132 paysans</li> <li>- 4 germoirs de bananiers sont installés</li> <li>- 60 membres de groupements sont formés dans la conduite du PIF</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de S-E</li> <li>- Rapports du DDA</li> <li>- Rapport CRAL</li> <li>- Laboratoire du CERAG</li> <li>- Rapport de formation des Consultation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux d'adoption des semences améliorées et des techniques culturales associées</li> <li>- Système d'accompagnement et de renforcement des capacités</li> <li>- Efficacité du respect des contractualisations</li> <li>- Efficacité du système de distribution des semences</li> </ul>
<b>Produit 1.1.3 :</b> Champs de démonstration sont installés <ul style="list-style-type: none"> <li>- Espèces et variétés de qualité acquises.</li> <li>- Formation des cadres nationaux au niveau des DDA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 6 champs de démonstration mis en place (pour nouveaux GIECs igname)</li> <li>- 32 agents de la DDA/DDE/CSA sont formés et recyclés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de S-E</li> <li>- Rapports du DDA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Capacité de reproduction et de transfert des acquis des formations</li> </ul>
<b>Réalisation 1.2 :</b> Une dynamique de reconstitution du cheptel des petits ruminants et de la volaille est lancée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux d'évolution des cheptels dans les zones d'intervention du projet</li> <li>- Taux de remboursement des animaux aux bailleurs de cheptel (au moins 80%) dans les délais convenus.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de S-E, des opérateurs/PS</li> <li>- Rapports du MAE</li> <li>- Revue à mi-parcours</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dynamisme et compétence des PS chargés de développer des innovations et d'encadrer le monde rural</li> </ul>
<b>Produit 1.2.1 :</b> Système de métayage mis en place <ul style="list-style-type: none"> <li>- Achat et transport des animaux</li> <li>- Mise en quarantaine et vaccination des animaux acquis</li> <li>- Formation des cadres nationaux au niveau des DDE</li> <li>- Groupements identifiés</li> <li>- Formation des groupements</li> <li>- Appui à la campagne nationale de vaccination contre la PPR</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 draft de plan opérationnel ovin disponible</li> <li>- 300 animaux ont été commandés (200 ovins et 100 caprins)</li> <li>- 100 éleveurs ont été identifiés (60 formés dans le Pool)</li> <li>- 1 parc de quarantaine construite à Ignié</li> <li>- 10 681 PR dont 5 249 ovins et 5 432 caprins ont été vaccinés dans les 3 départements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de S-E</li> <li>- Rapports du DDE</li> <li>- Parc de quarantaine d'Ignié</li> <li>- Quarantaine des animaux au CAT Ovins d'Inoni</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect des clauses du contrat de métayages</li> <li>- Respect des clauses de convention pour la quarantaine</li> <li>- Suivi de proximité de l'alimentation et de la prophylaxie des animaux</li> </ul>
<b>Produit 1.2.2 :</b> Démonstration de la production de volaille <ul style="list-style-type: none"> <li>- Achat des volailles de race</li> <li>- Identification des groupes cibles</li> <li>- Formation des groupements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 125 géniteurs améliorés de souche <i>Bovans nera</i> distribués</li> <li>- 45 éleveurs bénéficiaires dont 14 femmes (31%) ont reçu une matrice de 22 poules et 3 coqs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de S-E</li> <li>- Rapports du DDE</li> <li>- Fiche de distribution et bordereau de commande des sujets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aviculture à petite échelle est rentable</li> <li>- Durabilité e reproductibilité de l'espèce vulgarisée</li> </ul>
<b>COMPOSANTE 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES</b>			

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
<b>Réalisation 2.1 :</b> Les organisations paysannes s'occupent de l'évacuation et de l'accès aux intrants et à la technologie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 250 organisations paysannes renforcées</li> <li>- Niveau de structuration, d'organisation et de viabilité des OP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport de S-E</li> <li>- Rapports de DDA et DDE</li> <li>- Rapport d'évaluation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Adhésion des populations à l'approche</li> <li>- Formation adaptée aux besoins des organisations/populations</li> </ul>
<b>Produit 2.1.1 :</b> Formation des membres des organisations paysannes <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation technique, commerciale, gestion et OP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contractualisation avec INADES (formateurs des formateurs)</li> <li>- 15 membres de la CNOP sont formés</li> <li>- 190 OP sont formées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de S-E</li> <li>- Rapport des opérateurs</li> <li>- Rapports du MAE, MPMC</li> <li>- Contrat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Degré d'attractivité de l'innovation pour les bénéficiaires</li> </ul>
<b>Produit 2.1.2 :</b> Relais paysans sont formés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation techniques liées à la production agricole, animale</li> <li>- Formation technique des vétérinaires auxiliaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contractualisation avec la CNOP</li> <li>- 117 membres de 38 GIEC et 4 chefs de secteurs sont formés dans le Pool</li> <li>- 34 animateurs relais paysans sont identifiés et 12 sont sélectionnés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de S-E</li> <li>- Rapport des opérateurs/PS</li> <li>- Rapports du MAE, MPMC</li> <li>- Contrat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des remédiations sont indispensables pour pérenniser les acquis</li> </ul>
<b>Réalisation 2.2 :</b> Les capacités des DDA, DDE et de centre recherche ont été renforcées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 Directions départementales (Likouala, Pool et Sangha) réhabilitées et équipées</li> <li>- Le laboratoire du CERAG à Brazzaville est équipé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de S-E</li> <li>- Enquêtes d'évaluation externes</li> <li>- Revue à mi-parcours</li> <li>- Laboratoire du CERAG</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les services publics sont motivés et leur apport dans le déploiement du projet est accru</li> </ul>
<b>Réalisation 2.3:</b> Une insertion réussie des groupes les plus vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre des personnes à risque impliquées</li> <li>- Type d'activités génératrices de revenu entreprises</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de S-E</li> <li>- Enquêtes d'évaluation externes</li> <li>- Revue à mi-parcours</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Stigmatisation des jeunes à risque</li> </ul>
<b>Produit 2.3.1 :</b> Insertion des pygmées <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisation du plan d'action</li> <li>- Identification d'un opérateur spécialisé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 598 pygmées potentiellement touchés dans le département de la Likouala sur cultures vivrières, élevage, apicultures et appui en équipement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de S-E ; du facilitateur-projet ; du DDA, DDE</li> <li>- Plan d'action</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Structuration de l'approche bénéficiaire en tenant compte de leur sociologie</li> </ul>
<b>Produit 2.3.2 :</b> Insertion des jeunes à risque <ul style="list-style-type: none"> <li>- Convention signée avec PNUD</li> <li>- Mise en œuvre des activités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 850 jeunes à risque ayant bénéficié de l'appui dont 53,41% de jeunes femmes dans les activités de pisciculture, de maraîchage et d'élevage porcin et avicole ; 9 centres ont été appuyés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de S-E</li> <li>- Rapport du facilitateur-projet</li> <li>- Rapports du DDA, DDE</li> <li>- Convention</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect des clauses de la convention (objectif de 3 000 bénéficiaires)</li> </ul>
<b>COMPOSANTE 3 : ACCES AUX BASSINS DE PRODUCTION</b>			
<b>Objectif spécifique 3:</b> Améliorer de manière durable l'accès physique aux principaux bassins de	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 150 villages et population desservis ; taux de réduction des coûts de transport (au moins de 20%)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de Suivi-évaluation (S-E), opérateurs et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réouverture accès par route entre la Sangha et la Cuvette</li> <li>- Disponibilité des PS</li> </ul>

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
production de la zone du projet		Prestataires de services (PS), de la DDTP - Enquêtes d'impact sur la commercialisation	- Respect des engagements du Gouvernement - Participation active limitée des bénéficiaires à l'entretien
<b>Réalisation 3.1:</b> Les pistes rurales sont réhabilitées, les ouvrages de franchissement sont construits et le système d'entretien mis en place est opérationnel	- 100 km des pistes/linéaire des points critiques ont été réhabilités, - 60 ouvrages de franchissement ont été réalisés	- Rapports du S E, de la DDTP, d'activités du projet et des prestataires de services mobilisés	- Disponibilité des opérateurs
<b>Produit 3.1.1 :</b> Les pistes sont réhabilitées sur leurs points critiques	- 77 km de pistes/Linéaires des 17 points critiques sont étudiés	- Rapports de S-E, des opérateurs, de la DDTP - Rapport d'activités	- Respect des normes TP en la matière
<b>Produit 3.1.2 :</b> Les ouvrages de franchissement sont construits ou réhabilités	- 34 ouvrages de franchissement sont étudiés	- Rapports de S-E et des opérateurs/prestataires de services	- Respect des normes TP en la matière
<b>Réalisation 3.2</b> La fluidité de la navigation sur le réseau secondaire pour l'accès des bassins de production est améliorée	- 35 comités d'entretien des voies fluviales et rivières fonctionnels - Voies navigables entretenues	- Rapports de S-E ; des opérateurs ; de la DNVF (voies fluviales) et d'activités du projet	- Participation des bénéficiaires à l'entretien permanent de ces voies
<b>Produit 3.2.1 :</b> Un diagnostic des conditions de navigabilité du réseau est réalisé	- 240 km en cours d'étude sur la Likouala-	- Disponibilité du rapport diagnostique (pré-étude)	- Accessibilité facile au réseau à réhabiliter
<b>COMPOSANTE 4: COORDINATION ET GESTION DU PROJET, GESTION DES CONNAISSANCES ET INNOVATION</b>			
<b>Réalisation 4.1 :</b> Installation efficace de l'UCP	- Respect du timing de l'installation	- Rapport de supervision	- Compétence et motivation suffisantes du personnel retenu
<b>Produit 4.1.1 :</b> Mise en place de l'UCP - Ressources humaines mobilisées: efficacité et coût - Equipements et moyens de fonctionnement mobilisés	- Personnel réduit recruté et opérationnel - L'UCP dispose d'un ensemble fonctionnel de ressources	- Rapport de supervision	- Respect des procédures de sélection compétitives du personnel de l'UCP
<b>Produit 4.1.2 :</b> Mise en place d'un système de gestion financière - PTBA élaboré - Manuel des procédures élaboré et maîtrisé	- Le PTBA 2012 est disponible avec un coût évalué à 1 932 874 000 F CFA - Un manuel de procédures lisible pour l'exécution du projet - Niveau moyen de maîtrise par les utilisateurs des procédures - 5 DRF émis (14, 16, 18, 19 et 20)	- Rapports de S-E - Rapports de supervision - Rapport du comité de pilotage - Manuel de procédures et PTBA 2013 - Registre des DRF	- Capacité d'imprégnation individuelle de chaque agent des documents fondamentaux de gestion du projet



Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
<b>Réalisation 4.2</b> Installation et fonctionnement efficace du système de suivi évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 premier draft de guide de suivi-évaluation est disponible</li> <li>- 0 manuel de suivi-évaluation</li> <li>- 2 supervisions réalisées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de S-E</li> <li>- Rapports de supervision</li> <li>- Rapport du comité de pilotage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect des procédures</li> <li>- Compétence et motivation suffisantes du personnel retenu</li> <li>- Disponibilité du RPSE et des supports de S&amp;E</li> </ul>
<b>Réalisation 4.3 :</b> Mise en œuvre efficace du Projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect du PTBA</li> <li>- Calendrier des décaissements</li> <li>- Conformité avec les politiques nationales</li> <li>- Coordination et complémentarité avec les autres projets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de supervision</li> <li>- Notes et recommandations du comité de pilotage</li> <li>- Rapports d'activités avec les autres projets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Compétence et motivation suffisantes du personnel retenu</li> <li>- Motivation du Gouvernement</li> <li>- Développement des besoins de synergie avec les projets existants</li> </ul>
<b>Produit 4.3.1 :</b> Produits et réalisations <ul style="list-style-type: none"> <li>- Préparation et mise en œuvre des PTBA</li> <li>- Organisation efficace pour la gestion des contrats et des marchés</li> <li>- Structuration des partenariats</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 PTBA 2013 est en cours</li> <li>- Les PPM sont exécutés</li> <li>- Calendrier des décaissements</li> <li>- 47 conventions de partenariat élaborées</li> <li>- 4 conventions en discussion (IDR, Acted, Triangle et Croix rouge)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de S-E</li> <li>- Rapports de supervision</li> <li>- Rapports des PM</li> <li>- Conventions archivées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect du PTBA</li> <li>- Respect des PPM</li> <li>- Respect des termes de convention</li> </ul>
<b>Produit 4.3.2 :</b> Appropriation par le niveau national :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 comité et de pilotage national/an</li> <li>- Qualité de la coordination interministérielle</li> <li>- 2 missions de supervision</li> <li>- Fréquence non définie des réunions de coordination</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de supervision</li> <li>- Recommandations du comité de pilotage</li> <li>- Evaluations externes</li> <li>- Résumé des réunions de coordination</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Motivation du Gouvernement et des administrations nationales</li> <li>- Motivation de l'équipe de l'UCP à rendre dans les réunions le niveau de réalisation de leurs activités</li> </ul>
<b>Gestion des connaissances, communication, innovation</b>			
<b>Réalisation 4.4 :</b> Gestion des connaissances et Innovation_	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'événements et d'outils de partage de savoirs organisés</li> <li>- Production d'un document de capitalisation sur la production de boutures saines de manioc</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de S-E</li> <li>- Sites web</li> <li>- Bulletin d'information des projets</li> <li>- Rapports d'atelier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des ressources humaines à participer au partage des connaissances et des savoirs</li> </ul>
<b>Produit 4.4.1 :</b> Les bonnes pratiques, les leçons émergeant des expériences des projets sont collectées, documentées et partagées à travers les projets et sur Fidafrigue (foires, événements, articles, notes, brochures)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des bulletins d'information diffusés</li> <li>- 200 documents des Projets (PRODER 3 et 2) collectés, codés et archivés</li> <li>- Un logiciel CDISIS installé</li> <li>- Un fond documentaire des PRODER</li> <li>- Production et diffusion des émissions sur les radios locales et nationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de S-E</li> <li>- Documents de capitalisation :</li> <li>- Rapports d'activités, notes techniques, articles thématiques, brochures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Volonté des UCPs à entreprendre et financer des activités communes</li> </ul>

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
<u>Produit 4.4.2.</u> : Les Innovations repérées, testées et documentées	- Nombre d'innovations repérées/testées et documentées	- Rapports de S-E - Rapports de supervision	- Mobilisation de compétence pour entreprendre/appuyer les projets dans certaines activités
<u>Produit 4.4.3 :</u> Des plateformes de partage et d'échange des savoirs (avec interface sur Fidafrrique et le Portail sur la Pauvreté Rurale du FIDA) sont créées	- 1 Site web opérationnel (Facebook, Blog Proder, page PRODER sur le site de Fidafrrique) - Un centre d'information et de documentation opérationnel	- Rapports de S-E - Site web, facebook, site Fidafrrique - Centre d'information et de documentation	- Disponibilité des facilités et moyens techniques pour l'accès des bénéficiaires à l'information
<b>Réalisation 4.5 :</b> Accroître, à travers la communication, la participation des bénéficiaires ; ainsi que la visibilité et l'impact de tous les projets appuyés par le FIDA au Congo	- Nombre de campagnes de sensibilisation organisées - Quantité de supports de communication publiés et distribués en langues locales	- Rapports d'activités - Articles de presse, reportages - Contrats avec les professionnels des médias	- Mobilisation de compétence pour entreprendre certaines activités spécifiques de communication
<u>Produit 4.5.1 :</u> La visibilité du programme pays assurée permettant le plaidoyer et le dialogue politique à tous niveaux	- Impressions de calendrier et autres supports de communication - Production d'une série de sketch radiophonique en langues locales, Traduction de la Bande dessinée en langue nationales (Kituba et Lingala) - 1 Etude d'implantation de la radio communautaire du Pool Nord réalisée	- Rapports de S-E - Matériels/Produits de communication - Journaux, Emissions - Bulletin d'information - Rapports de mission	- Ciblage du public auquel l'information est destinée, pertinence, bénéfice escompté pour le Projet

## **Appendice 7 Gestion des savoirs, apprentissage et innovation : *“vers une stratégie nationale pour renforcer la production et la productivité du manioc par l'amélioration des conditions de disponibilité, d'accessibilité et de diffusion des boutures saines”.***

La mosaïque africaine du manioc est une pathologie grave qui a affecté près de 95% des superficies cultivées dans les zones d'intervention des PRODER, avec pour corollaire, une diminution drastique de la production de 80%, une fragilisation des revenus des producteurs, une flambée des prix des denrées à base de manioc, et une précarisation de la sécurité alimentaire au niveau des ménages ruraux.

La propagation de la maladie a résulté en grande partie de l'utilisation des boutures de manioc prélevées dans les champs infestés. Pour répondre aux besoins des producteurs en boutures saines de manioc, les projets en partenariat avec l'Institut International d'Agriculture Tropicale d'Ibadan (IITA) ont introduit 28 clones élités de manioc qui ont été mis en collection au niveau des centres régionaux de recherche agronomique. Avec l'implication des Directions Départementales de l'Agriculture (DDA), des Chefs de Secteur Agricole (CSA) du CERAG et du CRAL, ils ont ensuite promu et/ou redynamisés plus de 700 groupements de producteurs (GIEC), qui ont à leur tour mis en place plus de 500 parcs à bois d'une superficie totale de 1573 Ha, ce qui a eu pour effet de permettre un autoapprovisionnement sans précédent dans les villages bénéficiaires.

Une évaluation participative des clones élités de l'IITA a confirmé l'acceptation de 7 clones (I 97/0162 ; V92/277 ; I93/0053 ; I92/0401 ; I30/572 ; I92/0325 ; I93/0029) qui ont été retenus pour diffusion à travers le pays.

A la faveur d'un tel succès en matière d'introduction et de multiplication de variétés saines, la question de la diffusion des boutures de manioc est apparue être un défi majeur et un sujet de controverse pour le secteur agricole.

En effet, il est estimé que le PRODER 1 a produit 14 700 000 boutures et distribué 4 923 000 soit un taux de diffusion de 33%. Le PRODER 2 a produit 11 635 700 boutures et distribué 5 911 251, soit un taux de diffusion de 51%. Ces taux caractérisent un niveau de distribution encore faible des boutures qui sont cependant produites en quantité extraordinaire. Ils traduisent par ailleurs l'inexistence d'un dispositif d'identification des besoins en boutures, de centralisation des besoins, d'organisation et de coordination de la distribution, au niveau départemental.

La distribution des boutures qui est jusque-là promue et conduite par les équipes de projets, demeure cloisonnée et se fait sans une véritable responsabilisation et coordination des services techniques déconcentrés de l'état (DDA). L'adoption des variétés saines par un certain nombre de structures de développement, de centres nationaux agricoles et de projets agricole n'est pas encore effective, en témoignent les distributions encore fréquentes de matériel végétal hautement vulnérable à la mosaïque, et la mise en place de parcs à bois sans l'accompagnement technique nécessaire au respect des itinéraires techniques et phytopathologique.

Pendant que certaines localités du pays effleurent l'autosuffisance alimentaire de part la maîtrise de la maladie, l'adoption des clones sains, la disponibilité du matériel végétal dont l'excédent est régulièrement incinéré, d'autres localités se trouvent à souffrir de l'indisponibilité de boutures saines et de la méconnaissance des efforts d'assainissements entrepris par le ministère de l'agriculture à travers les PRODER.

Pour rehausser la production et la productivité du manioc et optimiser la contribution du sous-secteur végétal à la croissance du secteur agricole et de l'économie nationale, le Ministère de l'Agriculture, et le Bureau Pays du FIDA, en partenariat avec l'Institut

International d'Agriculture Tropicale d'Ibadan (IITA) ont convenu de capitaliser l'expérience des PRODER, et définir de façon participative, une stratégie de diffusion afin d'améliorer l'accessibilité des boutures saines de manioc sur toute l'étendue du territoire national.

Ainsi, les directions départementales de l'agriculture, les structures nationales de recherche agronomique, les producteurs, se réuniront en mi-février 2013, pour :

- i) Capitaliser et partager l'expérience des PRODER en matière d'assainissement et de multiplication du manioc ;
- ii) Définir un dispositif visant à relever l'accessibilité des boutures saines en zone déficitaires et à stabiliser le niveau de disponibilité en zone excédentaire ;
- iii) Valider la stratégie de diffusion et convenir du rôle et de la responsabilité des services techniques déconcentrés et centraux dans sa mise en œuvre.